



# Le tournant souverainiste au Mali : ajuster la trajectoire

Rapport Afrique N°315 | 3 décembre 2024

Headquarters

**International Crisis Group**

Avenue Louise 235 • 1050 Brussels, Belgium

Tel: +32 2 502 90 38 • [brussels@crisisgroup.org](mailto:brussels@crisisgroup.org)

*Preventing War. Shaping Peace.*

## Table des matières

Synthèse .....	i
I. Introduction .....	1
II. Le souverainisme, roue de secours d'un modèle politique en panne .....	3
A. Le retour de la doctrine souverainiste dans le débat public.....	3
B. Une ferveur souverainiste sur les réseaux sociaux et dans la société civile .....	5
C. L'Etat en récupérateur .....	7
D. Des soutiens étrangers amplifient le discours souverainiste .....	9
III. Le souverainisme en actes : des atouts et des risques.....	11
A. Un outil pour gouverner sans élections.....	11
B. La reprise en main des dossiers sécuritaires .....	13
C. Le repositionnement contrarié d'une diplomatie souverainiste .....	17
D. L'économie, talon d'Achille du tournant souverainiste ? .....	20
IV. Ajuster la trajectoire .....	24
A. Rééquilibrer les dépenses sociales et les budgets militaires .....	24
B. Renouer avec les voisins et les anciens alliés occidentaux .....	25
C. Développer une version plus inclusive du souverainisme et lancer un véritable dialogue.....	27
V. Conclusion .....	29
ANNEXES	
A. Carte du Mali .....	30
B. A propos de l'International Crisis Group .....	31
C. Rapports et briefings de Crisis Group sur l'Afrique depuis 2021 .....	32
D. Conseil d'administration du Crisis Group.....	34

## Principales conclusions

**Que se passe-t-il ?** Depuis leur arrivée au pouvoir en 2021 après un double coup d'Etat, les autorités maliennes ont initié un tournant souverainiste qui transforme la politique intérieure et les relations extérieures du pays. Elles ont rompu avec de nombreux partenaires étrangers, dont la France, ainsi qu'avec le modèle démocratique en place depuis les années 1990.

**En quoi est-ce significatif ?** Ce tournant suscite l'espoir parmi des populations avides de changement. Mais faute de moyens financiers et de solutions durables aux problèmes sécuritaires, les autorités peinent à répondre efficacement à ces attentes, risquant d'entraîner le pouvoir dans une spirale autoritaire.

**Comment agir ?** Pour conserver leur soutien populaire, les autorités maliennes devraient procéder à un triple ajustement : investir dans les secteurs sociaux trop longtemps éclipsés par les dépenses militaires, apaiser les relations avec les principaux partenaires financiers, en particulier occidentaux, et promouvoir une vision plus inclusive du souverainisme.

## Synthèse

Arrivées au pouvoir en 2021 après un double coup d'Etat, les autorités de transition maliennes ont fait du souverainisme le moteur de leur action politique. Alliant nationalisme et références au panafricanisme, elles entendent restaurer l'autonomie d'action de l'Etat, mise à mal, selon elles, par une décennie d'ingérence étrangère incapable de régler la crise politique et sécuritaire. Grâce aux réseaux sociaux et face à une population jeune ayant perdu foi en ses élites, cette approche a permis au pouvoir de jouir d'une forte adhésion populaire. Elle a aussi conduit le pays à opérer de profonds changements économiques, sécuritaires et diplomatiques, s'éloignant de partenaires historiques, dont la France. Mais ce tournant présente aussi de sérieux risques. En se coupant d'importants bailleurs de fonds, le régime se prive de ressources, tout en justifiant une dérive autoritaire au nom de l'intérêt national. Pour répondre aux attentes des Maliens, les autorités devraient explorer la voie d'un souverainisme plus équilibré, en réinvestissant dans les secteurs sociaux et en apaisant les relations avec les partenaires occidentaux et régionaux.

Le discours souverainiste puise sa force actuelle dans un double mécontentement de la population malienne. D'une part, contre les élites politiques au pouvoir depuis les années 1990, perçues comme largement corrompues et soumises aux influences extérieures, et accusées d'avoir sapé la démocratie malienne. D'autre part, contre l'incapacité – en dépit de leurs promesses et de plus de dix années de présence sur le terrain – des forces internationales à freiner la détérioration constante de la situation sécuritaire depuis 2013, et notamment la progression des groupes jihadistes. Surfant sur ce double rejet, les idées souverainistes ont gagné en influence parmi les Maliens, notamment auprès des jeunes, portées par le développement sans précédent des réseaux sociaux.

Le souverainisme influence en profondeur les politiques gouvernementales actuelles. Les autorités ont d'abord repris en main les dossiers sécuritaires, démantelant l'architecture internationale mise en place sous l'impulsion de la France et établissant de nouvelles alliances, y compris avec la Russie. En novembre 2023, la reprise de la ville de Kidal, bastion des groupes armés séparatistes, a été l'un des résultats militaires les plus concrets du virage souverainiste. Dans le domaine diplomatique, le pouvoir a aussi pris ses distances avec de nombreux partenaires, régionaux et occidentaux, annonçant notamment, conjointement avec le Niger et le Burkina Faso, son retrait de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao), la principale organisation régionale ouest-africaine. Sur le plan économique, les finances publiques se passent désormais d'une grande partie de l'aide occidentale.

Plus qu'un simple discours, ce positionnement de l'Etat malien transforme le pays. Il canalise la profonde aspiration au changement de la population, nourrissant l'espoir et de fortes attentes envers les dirigeants. Les militaires ont bien saisi le potentiel de ce mouvement d'opinion. Ils ont développé des liens étroits avec de grands influenceurs sur les réseaux sociaux – les « vidéomans » – qui diffusent des messages souverainistes en bamanakan, la langue la plus parlée au Mali, auprès de millions d'abonnés. Si l'implication d'acteurs soutenus par la Russie est indéniable, elle joue surtout

un rôle d'amplificateur sur un paysage politique et médiatique d'abord façonné par des dynamiques locales.

Mais le virage souverainiste présente aussi de sérieuses limites. En matière de sécurité, les efforts sont réels mais n'ont pas endigué le conflit ; ils ont même relancé les affrontements avec les groupes séparatistes signataires de l'accord de paix de 2015. La dégradation des liens diplomatiques avec de nombreux partenaires et le rapprochement avec la Russie risquent également de faire passer le Mali d'une dépendance à une autre, tout en l'exposant au piège de l'isolement progressif. Au niveau économique, même si les comptes publics affichent un budget en hausse, la diminution de l'assistance occidentale contraint l'Etat à concentrer ses ressources sur les dépenses de fonctionnement, pesant sur sa capacité à investir dans les secteurs sociaux. Et alors qu'elles peinent à produire les changements tant espérés par la population, les autorités répondent par un resserrement autoritaire, ciblant notamment les droits civils et politiques, au risque de glisser vers un régime de plus en plus répressif.

Les autorités maliennes ne doivent pas se tromper sur les aspirations réelles de leurs populations en matière de souveraineté. Si la rupture avec certains partenaires européens a servi de force mobilisatrice, elle ne suffit pas à répondre aux besoins des Maliens, en attente d'une société plus juste et pacifiée permettant l'accès à des services de base et à des opportunités économiques. Sans progrès réel dans ces domaines, les autorités pourraient bientôt se retrouver dans une impasse. Celle-ci risque de leur faire perdre le soutien populaire qui leur a permis, jusqu'à présent, de se maintenir au pouvoir sans consultation électorale.

Pour éviter une telle situation, les autorités maliennes devraient considérer l'adoption d'une version rééquilibrée du virage souverainiste. Cela pourrait passer par trois grandes séries de correction. Les autorités devraient d'abord rééquilibrer les dépenses publiques au profit des secteurs sociaux essentiels, notamment la santé et l'éducation. Pour pouvoir fournir de tels services, l'Etat malien devrait aussi faire les compromis nécessaires pour renouer avec les principaux partenaires financiers, y compris européens, qui peuvent l'aider à réaliser de grands investissements au bénéfice des populations. Les autorités devraient enfin enrayer les discours de haine et la dérive autoritaire actuelle en favorisant une plus grande cohésion sociale par le dialogue, y compris avec les représentants des groupes armés.

De leur côté, les partenaires internationaux, y compris européens et régionaux, ont également un rôle à jouer pour aider à ajuster la trajectoire de la transition malienne : au lieu de rejeter ce tournant souverainiste, ils devraient chercher à identifier de possibles convergences d'intérêts. Pour éviter de subir un jour un sort similaire à la France, la Russie pourrait, de son côté, encourager les autorités maliennes à explorer des solutions non militaires à la crise sécuritaire. Le Mali joue un rôle crucial dans la stabilité de la région sahélienne et, plus largement, ouest-africaine. Il est vital de continuer à accompagner le pays et sa population, durement éprouvés par plus d'une décennie de crises politiques et sécuritaires, sur le chemin d'une paix durable.

**Bamako/Dakar/Bruxelles, 3 décembre 2024**

# Le tournant souverainiste au Mali : ajuster la trajectoire

## I. Introduction

---

Après le coup d'Etat d'août 2020 qui a renversé le président Ibrahim Boubacar Keïta (IBK), puis celui de mai 2021 contre le premier président de la transition, Bah N'Daw, un groupe d'officiers dominé par cinq colonels réunis au sein du Comité national pour le salut du peuple (CNSP) a pris la tête de l'Etat malien. A l'issue de ces deux coups, les nouveaux dirigeants militaires n'ont pas fait que s'emparer du pouvoir. Ils ont pris une série de décisions marquantes : ils ont démantelé le dispositif international de stabilisation mis en place après la crise de 2012, se sont rapprochés de la Russie – devenue le nouveau partenaire sécuritaire privilégié du pays –, ont abrogé l'accord de paix d'Alger signé en 2015, ont adopté une nouvelle constitution en 2023 et ont organisé un dialogue intermalien en 2024. Ces choix politiques souvent radicaux, dont beaucoup ont suscité l'enthousiasme populaire, sont justifiés au nom d'un même principe guidant l'action des autorités maliennes : « la souveraineté retrouvée ».<sup>1</sup>

Ce souverainisme à la malienne ne s'appuie pas sur un corpus d'idées clairement circonscrit mais il se définit à travers un ensemble de discours et de pratiques animés d'une même conviction : la souveraineté malienne a été bafouée et c'est là en partie l'origine de la crise que traverse le pays depuis 2012. Le souverainisme malien est une forme de nationalisme qui s'appuie sur la célébration des « valeurs authentiques » de la nation et des références assez vagues au panafricanisme.<sup>2</sup> Son objectif principal est de restaurer l'autonomie d'action de l'Etat, y compris par le recours à un usage autoritaire du pouvoir.

D'après ses partisans, ce tournant souverainiste implique une double rupture. Il entend d'abord réduire l'influence des partenaires occidentaux, en particulier celle de la France, l'ancienne puissance coloniale, comme celle des instances multilatérales, comme la Cedeao et les Nations unies, considérées comme le bras déguisé des ingérences extérieures. Il veut également rompre avec un modèle politique d'inspiration démocratique, instauré à partir des années 1990. Les anciennes élites dirigeantes et les partis politiques sont en effet accusés d'avoir accaparé le pouvoir, vidant la démocratie de son sens. Ils sont aussi critiqués pour avoir bradé – surtout depuis les années 2010 – la souveraineté du pays en cédant aux partenaires extérieurs la définition et le contrôle des politiques publiques, y compris dans des domaines régaliens comme la sécurité et l'éducation.

---

<sup>1</sup> En souvenir de la grande mobilisation populaire du 14 janvier 2022 contre les sanctions imposées au pays par la Cedeao, les autorités maliennes ont déclaré cette date chômée et payée, et l'ont nommée « Journée de la souveraineté retrouvée ». « Au Mali, Assimi Goïta joue sur la fibre patriotique », *Jeune Afrique*, 13 janvier 2023.

<sup>2</sup> A cet effet, le gouvernement malien a adopté un document intitulé « Programme national d'éducation aux valeurs », revisitant un large répertoire de valeurs issues des différentes communautés maliennes. Ce programme est considéré comme l'une des « pierres angulaires » de la refondation du pays. « Le Mali lance le programme national d'éducation aux valeurs pour renforcer son identité culturelle », *Sahel Tribune*, 23 avril 2024.

L'ampleur des transformations initiées par ce tournant souverainiste a été sous-estimée par ceux qui, parmi les Maliens et les partenaires extérieurs, espéraient une transition militaire de courte durée. Or, le tournant souverainiste s'annonce non seulement durable mais il a déjà bouleversé la scène politique, diplomatique et sécuritaire du pays. Il a également inspiré un mouvement de transformations politiques qui s'est étendu depuis au Burkina Faso et au Niger, deux autres pays qui vivent depuis des années des insurrections armées. Ces trois pays, qui ont tous rompu avec la France, ont d'ailleurs créé en juillet 2024 la Confédération des Etats du Sahel, qui place au cœur de ses objectifs la défense de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de chacun de ses membres.<sup>3</sup>

Ce rapport de Crisis Group analyse les ruptures initiées par les autorités maliennes depuis mai 2021 et les raisons qui fondent leur popularité. Il met en évidence ce que le souverainisme a permis aux nouvelles autorités de réaliser. Il n'en souligne pas moins que ce tournant présente de sérieuses limites et des risques significatifs pour le pays, qu'il s'agisse de l'impasse sécuritaire, de la stagnation économique ou de la faiblesse des investissements dans les domaines sociaux où les besoins sont immenses. S'appuyant sur cette analyse, le rapport formule des recommandations concrètes aux autorités maliennes afin d'ajuster la trajectoire du tournant souverainiste – et ainsi mieux le négocier. Il offre, enfin, des pistes aux partenaires du Mali désireux de renouer des liens assainis avec le pouvoir malien après trois années marquées par de fortes tensions.

Ce travail repose sur près d'une soixantaine d'entretiens réalisés entre février et juillet 2024, dont une quinzaine avec des femmes et pour moitié avec des personnes se définissant comme jeunes.<sup>4</sup> Ces derniers ont eu lieu principalement à Bamako mais également via les réseaux sociaux. Dans le cadre de cette étude, Crisis Group a échangé avec un ensemble diversifié d'acteurs, comprenant des responsables gouvernementaux, des membres du Conseil national de transition (CNT) – l'organe législatif temporaire qui remplace l'Assemblée nationale du Mali –, des représentants de partis politiques et d'organisations de la société civile, des activistes, des experts des réseaux sociaux et des diplomates. Il s'appuie également sur l'analyse d'un petit groupe de comptes ayant un très grand nombre d'abonnés sur les principales plateformes numériques utilisées au Mali, en particulier Facebook, X, TikTok et YouTube. Ce rapport se nourrit, enfin, des relations que Crisis Group entretient, depuis parfois plus d'une décennie, avec des dizaines d'intellectuels maliens et membres de la société civile aux opinions politiques diverses.

---

<sup>3</sup> Voir la Charte du Liptako-Gourma instituant l'Alliance des Etats du Sahel entre le Burkina Faso, la République du Mali, la République du Niger. Le 6 juillet 2024, l'AES est devenue une confédération réunissant ces trois pays. « Confédération AES : comment Tiani, Traoré et Goïta veulent doubler la Cedeao », *Jeune Afrique*, 9 juillet 2024.

<sup>4</sup> Au Mali, en particulier dans le monde politique, la jeunesse désigne une tranche d'âge comprise entre 15 et 40 ans, soit 5 ans de plus que la définition des Nations unies. Dans le langage courant, le concept de jeunesse est en partie lié au statut socioéconomique et même matrimonial.

## **II. Le souverainisme, roue de secours d'un modèle politique en panne**

---

### *A. Le retour de la doctrine souverainiste dans le débat public*

Le souverainisme est une doctrine politique ancrée de longue date au Mali. Le premier président malien Modibo Keïta (1960-1968) avait fait du souverainisme l'un des socles idéologiques de son régime. C'est en son nom que le Mali a créé, en 1962, le franc malien afin de remplacer le franc CFA, monnaie commune à la plupart des anciennes colonies françaises d'Afrique occidentale et centrale, alors perçue comme un outil néocolonial.<sup>5</sup> Rapidement englué dans les difficultés économiques et l'autoritarisme, Modibo Keïta a été renversé par un coup d'Etat en 1968. Cherchant auprès des partenaires extérieurs des moyens financiers pour accompagner le décollage de l'économie malienne, ses successeurs ont relégué le souverainisme à l'arrière-plan. En 1984, sous la présidence du général Moussa Traoré, le Mali a ainsi réintégré la zone franc CFA. Tout au long des années 1990 et 2000, une poignée de représentants politiques de la gauche radicale ont continué à dénoncer, sans rencontrer beaucoup de succès, l'influence de ce qu'ils nomment les « forces impérialistes ».<sup>6</sup>

Au début des années 2010, les idées souverainistes sont revenues dans le débat public à mesure que les autorités maliennes et le dispositif international de stabilisation, dans lequel la France jouait un rôle de premier plan, se montraient incapables de mettre fin aux violences armées qui se propageaient à travers le pays.<sup>7</sup> Déclenchée en janvier 2013 pour stopper l'avancée des groupes jihadistes vers le centre du Mali, l'opération militaire française a d'abord été accueillie avec soulagement par une grande partie de la population. Mais en s'installant dans la durée, elle a suscité des critiques. Des intellectuels comme Aminata Traoré, ancienne ministre de la Culture, ont alors décrit cette intervention comme un « projet de recolonisation du Mali ».<sup>8</sup> Des figures plus jeunes comme Ras Bath, célèbre militant de la société civile et animateur radio, ont émergé à partir de 2014 en appelant, par exemple, au boycott des produits français.<sup>9</sup>

---

<sup>5</sup> Ces relations difficiles avec la France s'étaient accompagnées d'un rapprochement avec l'Union soviétique, matérialisé par des projets économiques comme la création de la première compagnie d'aviation malienne ou le premier abattoir industriel dans la ville de Gao, au nord au pays. De nombreux Maliens ont étudié dans les pays du bloc soviétique, dont l'ancien Premier ministre Choguel Maïga (2021-2024).

<sup>6</sup> Lors de l'élection présidentielle de 2002, Oumar Mariko, président du parti de la Solidarité africaine pour la démocratie et l'indépendance (SADI), a recueilli moins d'un pour cent des suffrages.

<sup>7</sup> Voir le briefing Afrique de Crisis Group N°185, *Mali : éviter le piège de l'isolement*, 9 février 2023.

<sup>8</sup> Aminata Traoré, « Sous le manteau de la lutte antiterroriste, les autorités françaises mènent une offensive de recolonisation au Mali », *L'Humanité*, 17 mai 2013. Voir aussi la déclaration du parti SADI, *Pour un sursaut patriotique !*, 19 novembre 2019. Le SADI y dénonce la « soumission d'IBK à la France » et appelle à la création d'un « nouveau type d'Etat indépendant, souverain qui se préoccupe des problèmes des populations laborieuses ».

<sup>9</sup> « Mali : un collectif appelle au boycott de produits français et suisse », RFI, 7 juin 2014.

Avec l'arrivée au pouvoir du CNSP en mai 2021, le souverainisme a retrouvé une place centrale au sommet de l'Etat.<sup>10</sup> Ce souverainisme officiel ne constitue pas une doctrine clairement élaborée et appuyée sur des textes de référence. Il s'exprime au travers d'une rhétorique produite par les autorités et qui nourrit leur pratique de gouvernement. Il se résume à un petit nombre de principes qui tiennent lieu de cadre idéologique et dont la simplicité apparente explique aussi en partie le succès. En septembre 2022, le président de la transition, le colonel – devenu général depuis – Assimi Goïta, a ainsi décliné les trois principes du souverainisme qui servent de feuille de route au gouvernement malien : « le respect de la souveraineté du Mali ; le respect des choix stratégiques et des choix des partenaires du Mali ; la défense des intérêts du peuple malien ».<sup>11</sup> Ces principes seront plus tard reflétés dans la nouvelle constitution, promulguée en juillet 2023 par les autorités.<sup>12</sup>

La montée du souverainisme puise également dans la rhétorique du « Mali Kura », qui signifie « Mali nouveau » en français.<sup>13</sup> Déjà populaire dans les années 1990 après le renversement du général Moussa Traoré, ce concept a refait surface dans le sillage de la contestation contre le régime du président IBK en 2020. Pour ses partisans, il incarne l'ambition de donner un nouveau visage au pays à travers des réformes profondes visant à restaurer l'autorité de l'Etat, à recouvrer l'intégrité territoriale du pays et à garantir la sécurité des populations.<sup>14</sup>

Outre la simplicité de son énoncé, le souverainisme malien est populaire pour deux autres raisons. D'une part, sa force d'attraction est étroitement liée aux dysfonctionnements du modèle démocratique jusque-là dominant, lequel a échoué à améliorer significativement le bien-être des populations. Les processus électoraux, conduits depuis le début des années 1990, ont souvent été entachés de fraudes et d'irrégularités, alimentant le mécontentement populaire et la défiance envers les institutions. La corruption généralisée et l'inefficacité des gouvernements successifs ont également sapé la légitimité des autorités, conduisant à des coups d'Etat et à des transitions militaires, en 2012 et plus récemment en 2020 et 2021.<sup>15</sup> L'échec de l'un expliquant le succès de l'autre, le souverainisme apparaît comme une doctrine de secours venue se substituer à un modèle politique en panne sèche.

D'autre part, le souverainisme s'est opposé à un phénomène bien réel, avec lequel de nombreux Maliens étaient en désaccord profond : la dépendance du Mali vis-à-vis des puissances extérieures. L'influence de ces dernières ne s'est pas limitée pas à la présence de plusieurs milliers de soldats étrangers entre 2013 et 2023 sur le territoire

---

<sup>10</sup> Au cours de la première transition (août 2020-mai 2021), les autorités n'ont pas modifié leur manière de gouverner par rapport à celle des régimes précédents, ni coupé les liens avec des partenaires étrangers comme la France.

<sup>11</sup> Discours à la nation du président de la transition, septembre 2022.

<sup>12</sup> Constitution du 22 juillet 2023, article 34, consultée sur le site du Secrétariat général du gouvernement.

<sup>13</sup> Les attentes des populations sont désormais très élevées et s'expriment à travers des concepts tels que le « Mali Kura » ou la « refondation ».

<sup>14</sup> Cadre stratégique de la Refondation, 2023.

<sup>15</sup> Voir le rapport Afrique de Crisis group N°304, *Transition au Mali : préserver l'aspiration au changement*, 21 septembre 2021.

malien, elle touchait aussi de nombreux autres domaines.<sup>16</sup> Ainsi, la constitution malienne de 1992 a été fortement influencée par celle de la V<sup>ème</sup> République française. Le franc CFA, la monnaie utilisée au Mali comme dans le reste de la zone de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), continue d'être arrimée à une monnaie étrangère, hier le franc français et aujourd'hui l'euro. De manière générale, les politiques publiques au Mali ont été fortement influencées par des modèles institutionnels définis par les partenaires internationaux.<sup>17</sup>

Il serait néanmoins caricatural de réduire l'Etat malien des années 2000 et 2010 à un simple Etat vassal, comme le suggère régulièrement le discours souverainiste. Les autorités civiles savaient alors jouer des contraintes extérieures pour conserver des marges de manœuvre non négligeables dans leurs rapports avec les partenaires étrangers, y compris occidentaux.<sup>18</sup> Elles ont aussi, dans certains cas, fait preuve d'une véritable autonomie, comme en 2008 lorsque le président Amadou Toumani Touré (2002-2012) a catégoriquement refusé de signer un accord de réadmission des Maliens en situation irrégulière en France, malgré les pressions de Paris.<sup>19</sup>

L'incapacité des forces internationales à rétablir la sécurité a accentué la déception et la colère de nombreux Maliens vis-à-vis de la présence étrangère. Elle les a aussi convaincus – à tort ou à raison – que cet échec n'était pas fortuit et visait à maintenir le pays dans la dépendance envers l'Occident, en particulier la France.<sup>20</sup> A maintes reprises, les forces de stabilisation, notamment l'opération Barkhane et la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (Minusma), ont été accusées par les autorités, mais aussi par de nombreux citoyens, de « confisquer » la souveraineté du pays et de paralyser l'autonomie décisionnelle des dirigeants.<sup>21</sup>

### *B. Une ferveur souverainiste sur les réseaux sociaux et dans la société civile*

A partir de la fin des années 2010, les idées souverainistes se sont rapidement diffusées dans l'espace public et ont gagné l'adhésion de toutes les couches de la société malienne. Elles ont été aidées en cela par la transformation des conditions d'accès à Internet et aux réseaux sociaux au cours des dix dernières années. D'après le site Datareportal, le nombre de Maliens connectés à Internet est passé de 2,21 millions en 2017 (un Malien sur huit) à plus de 7,8 millions (un Malien sur trois) en janvier 2024. Les réseaux sociaux sont ainsi devenus une source privilégiée d'informations pour de

<sup>16</sup> La présence étrangère au Mali s'est traduite par le déploiement des opérations françaises Serval (3 000 soldats) et Barkhane (environ 4 500 soldats répartis dans plusieurs pays du Sahel, dont le Niger et le Tchad), ainsi que par la Minusma (15 000 personnels, dont 13 000 militaires et policiers) et par les missions de formation de l'Union européenne (près d'un millier de militaires et de personnels civils) destinées aux forces de défense et de sécurité maliennes.

<sup>17</sup> Voir Jean-Pierre Olivier de Sardan, *La Revanche des contextes : Des mésaventures de l'ingénierie sociale en Afrique et au-delà*, 2021.

<sup>18</sup> Voir par exemple, Isaline Bergamaschi, *Le consensus post-Washington au Mali : trajectoires, usages et processus d'appropriation*, Paris, 2011.

<sup>19</sup> « Pressé par Paris, le Mali refuse de signer un accord facilitant les reconduites à la frontière », *Le Monde*, 25 novembre 2008.

<sup>20</sup> Malimètré, enquête d'opinion « Que pensent les Malien(ne)s ? », p. 51-59, FES, juin 2021.

<sup>21</sup> Entretiens de Crisis Group, responsables gouvernementaux et acteurs de la société civile, Bamako, mars 2024.

nombreux citoyens maliens, notamment les jeunes qui constituent la grande majorité de la population, qu'ils vivent en ville ou en milieu rural.<sup>22</sup> Le contexte de crise prolongée a renforcé l'appétit des Maliens pour les informations qui concernent leur pays.

Les sites animés par des influenceurs locaux spécialisés dans la communication politique, appelés « vidéomans », sont devenus particulièrement populaires. Présents sur les plateformes comme Facebook, TikTok, WhatsApp et Instagram, ces derniers jouent un rôle crucial dans la promotion du discours souverainiste.<sup>23</sup> Certains, comme Gandhi Malien ou le site Kati 24, comptent plus d'un million d'abonnés.<sup>24</sup> Jeunes, urbains et souvent autodidactes, les vidéomans commentent les sujets d'actualité locale et internationale en bamanakan, la langue la plus parlée au Mali, s'assurant une audience sans commune mesure avec celle des médias traditionnels francophones.<sup>25</sup> Leurs contenus sont largement relayés et échangés par des millions d'utilisateurs, notamment sur TikTok et WhatsApp. Certains sont devenus de véritables entrepreneurs et constituent de nouvelles figures de la réussite sociale aux yeux d'une partie de la jeunesse malienne.<sup>26</sup>

À côté des réseaux sociaux, des mouvements plus classiques de la société civile promeuvent également le souverainisme en mobilisant ponctuellement des militants et en pesant dans le débat public. Des associations comme Yerewolo, qui signifie « les dignes fils du Mali » en bamanakan, ont réussi à sortir le discours souverainiste du débat entre intellectuels pour en faire un thème de mobilisation populaire.<sup>27</sup> Dans les premiers mois de l'année 2023, par exemple, Yerewolo a organisé plusieurs rassemblements devant le siège de la Minusma à Bamako pour exiger son départ.<sup>28</sup> Ces manifestations ont préparé l'opinion publique à la décision des autorités maliennes d'exiger officiellement le retrait de la mission onusienne. Comme les vidéomans, les responsables de Yerewolo s'expriment principalement en bamanakan.

---

<sup>22</sup> D'après le Cinquième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH), réalisé en 2022, les moins de 25 ans représentent 66 pour cent de la population malienne. Source : données du 5<sup>ème</sup> RGPH, consultées sur <https://www.instat-mali.org/>. Malimètré, enquête d'opinions, op. cit. « Digital 2024 : Mali », Datareportal, 23 février 2024. Cette augmentation a été particulièrement forte au cours de l'année dernière. Selon l'agence Kepios, sur laquelle se base Datareportal, le nombre d'utilisateurs d'Internet a augmenté de 600 000 (soit plus de 38 pour cent) entre début 2023 et début 2024.

<sup>23</sup> « L'économie de la « vidéomania » au Mali : exploration d'un nouveau métier médiatique et son impact sociétal », Revue française d'économie et de gestion, février 2024.

<sup>24</sup> Kati 24 et Gandhi Malien comptent respectivement 1,1 et 1,3 million d'abonnés sur Facebook. Ce site d'information et cette WebTV sont animés respectivement par Amadou Tieba Traoré et Mamadou Sidibé, deux trentenaires autodidactes.

<sup>25</sup> Voir le site d'Instat Mali, <https://www.instat-mali.org/fr>.

<sup>26</sup> Fonctionnant avec de faibles budgets à leurs débuts à la fin des années 2010, ces animateurs disposent aujourd'hui de moyens plus importants, financés par des revenus publicitaires et, parfois, par des mécènes du monde politique ou des affaires. Simple étudiant à la fin des années 2010, Mamadou Sidibé, le promoteur de Gandhi Malien, est aujourd'hui à la tête d'une entreprise qui compterait une quinzaine d'employés. Entretien de Crisis Group, chercheur malien, octobre 2024.

<sup>27</sup> Yerewolo-debout sur les remparts a été créée en 2019 sur les bases d'une autre association, Yerewolo-Ton, lancée peu après le coup d'Etat de 2012. Cette organisation se revendique de l'idéologie socialiste et panafricaniste de Modibo Keita.

<sup>28</sup> « Mali : nouvelle manifestation contre la Minusma », *Deutsche Welle*, 28 avril 2023. Voir aussi le commentaire Afrique de Crisis Group, « Minusma : négocier un départ sans accroc », 27 juin 2023.

Ces manifestations de rue pèsent cependant beaucoup moins lourd que les réseaux sociaux, lesquels restent le premier vecteur des idées souverainistes au Mali. Depuis mai 2021, plus d'une vingtaine de manifestations en soutien à la politique des autorités ou contre la présence militaire étrangère ont été recensées, mais la plupart n'ont pas dépassé quelques centaines, voire quelques milliers, de participants.<sup>29</sup> Aucune n'aurait mobilisé plus de 10 000 manifestants, un chiffre qui apparaît faible par rapport à la capacité de mobilisation des principaux prédicateurs religieux maliens, capables de remplir des stades.<sup>30</sup>

Enfin, le discours souverainiste se diffuse aussi à travers les dizaines de milliers de points de rencontre quotidiens que sont les *grins*, ces associations informelles où les Maliens aiment se retrouver, généralement par classe d'âge et selon les proximités du voisinage, pour boire le thé et discuter de mille sujets dont la politique. Ces lieux de socialisation sont fréquentés en priorité par des hommes, sans exclure pour autant les femmes.

Bien que la sphère souverainiste soit dominée par les hommes, quelques figures féminines y ont émergé. Parmi elles, Aminata Fofana et Founè Wadidjé, deux militantes de Yerewolo, ont activement contribué à relayer les messages souverainistes.<sup>31</sup> D'autres femmes, à l'image de la journaliste Aiché Baba Keïta, ont créé de nouvelles structures telles que la Fédération des organisations et regroupements de soutien aux actions de la transition (Forsat civile) pour soutenir les autorités maliennes.<sup>32</sup> De même, en juin 2023, Fatoumata Batouly Niane, la fondatrice du mouvement citoyen « An Biko » (« Nous te suivons » en bamanakan), a appelé les populations à voter en faveur du projet de nouvelle constitution proposé par le CNSP.<sup>33</sup>

### C. *L'Etat en récupérateur*

A partir du second coup d'Etat de mai 2021 et de la rupture avec la France, les autorités maliennes ont opéré un virage en direction des groupes et des idées souverainistes, qui bouillonnaient déjà sur les réseaux sociaux. Elles ont rapidement compris le potentiel qu'offraient ces plateformes pour justifier la réorientation du gouvernement vers ces positions.

L'instrumentalisation des médias n'est pas nouvelle au Mali où les entrepreneurs politiques ont une vieille tradition de financement des médias, notamment de la presse

---

<sup>29</sup> Recensement des manifestations d'ampleur à Bamako, effectué par l'équipe de Crisis Group à partir de plusieurs médias en ligne (e.g. RFI, *Le Monde*, *Jeune Afrique*).

<sup>30</sup> Le 22 septembre 2024, lors du Maouloud, qui célèbre la naissance du Prophète, le prédicateur musulman Chérif Ousmane Madani Chérif Haïdara, fondateur du mouvement Ançardine International et actuel président du Haut Conseil Islamique du Mali (HCIM), a rempli le stade du 26-Mars de Bamako, d'une capacité de 50 000 places. Les vidéos de cette manifestation religieuse sont disponibles sur Cherifla Actu (@CheriflaInformations), une chaîne YouTube qui suit les activités du prédicateur.

<sup>31</sup> Amina Fofana intervient notamment sur Gandhi Malien et Afrique Média TV, une chaîne pro-russe et anti-occidentale.

<sup>32</sup> Cette dénomination n'est pas sans rappeler la Forsat (Force spéciale anti-terroriste), unité anti-terroriste rassemblant policiers, militaires et gendarmes. Voir « Mali : tout savoir sur la Force spéciale anti-terroriste », *Jeune Afrique*, 2 septembre 2016.

<sup>33</sup> Ce mouvement se concentrait à l'origine sur des actions de solidarité avant de s'engager rapidement en faveur du gouvernement de transition.

écrite.<sup>34</sup> Depuis des décennies, ils commanditent des articles pour soutenir leur propre action ou dénigrer leurs adversaires. Des liens entre des WebTV et des forces sociopolitiques avaient déjà été établis sous le régime du président IBK.<sup>35</sup> Les autorités de transition maliennes entretiennent également des relations clientélistes avec un large réseau d'activistes, d'animateurs de pages Facebook et de WebTV. Les principaux responsables politiques, toutes tendances confondues, s'entourent de vidéomans dévoués en leur offrant protection et ressources.<sup>36</sup> En échange, ils influencent le contenu des émissions produites par certains, notamment les plus fameux comme Gandhi Malien ou Kati 24.

Soutiens indéfectibles de la transition, ces deux influenceurs légitiment, au fil de leurs messages et émissions, l'idée que le tournant souverainiste est nécessaire pour lutter contre les « ennemis de l'intérieur », qualifiés d'« apatrides » (« Faso den Djougou » en bamanakan), et ceux de l'extérieur (la France et plus généralement l'Occident). Ils présentent les dirigeants actuels comme les garants de la souveraineté et de la fierté nationales. Ils vantent la montée en puissance de l'armée et l'acquisition de nouveaux équipements militaires, célèbrent les victoires des forces armées maliennes (Fama), et promettent des lendemains économiques radieux grâce au meilleur contrôle des ressources qu'opérerait le CNSP.<sup>37</sup> Ils le font fréquemment au détriment de la vérité, les plateformes de Kati 24 et Gandhi Malien diffusant régulièrement des informations sensationnelles et erronées.<sup>38</sup>

Cela dit, les rapports entre les influenceurs et les autorités maliennes ne sauraient se résumer à une simple relation de subordination. Les liens entre le pouvoir et la galaxie souverainiste oscillent en effet entre un clientélisme étroit et une simple convergence de vues. Il existe par ailleurs des tensions et des désaccords occasionnels entre ces deux pôles. Plusieurs sources ont affirmé à Crisis Group qu'il existe, au fond, moins un contrôle étroit par les nouvelles autorités qu'une interdépendance entre le pouvoir politique et l'ensemble hétéroclite de ces influenceurs.<sup>39</sup>

---

<sup>34</sup> « Médias et démocratie au Mali : le journalisme dans son milieu », Politique Africaine, 2005.

<sup>35</sup> De nombreuses WebTV ont vu le jour sous IBK. Elles ont largement contribué à la mobilisation du M5-RFP, un mouvement politique fondé en juin 2020 et opposé au gouvernement d'alors.

<sup>36</sup> Entretiens de Crisis Group, acteurs politiques et journalistes maliens, Bamako, mars 2024.

<sup>37</sup> Le 14 novembre 2023, jour de l'entrée des Fama dans Kidal, Gandhi Malien annonçait que « la tête du serpent a été coupée ». Quant à Kati 24, elle a fait de nombreuses publications sur la reprise de Kidal, déclarant le 14 novembre 2023 : « Kidal libérée ! Le Mali unifié ! Tous à la place de l'indépendance tout à l'heure ! ».

<sup>38</sup> Lors de la défaite des Fama et de leurs alliés russes en juillet 2024, à Tinzawatène, face aux rebelles du CSP et à des combattants du JNIM, l'influenceur Boubou Mabel a accusé, sans apporter de preuves, l'Algérie d'avoir envoyé des renforts aux combattants du JNIM sous couvert d'une aide médicale destinée à ses compatriotes vivant dans les zones frontalières du Mali. Vidéo publiée sur Facebook le 27 juillet 2024 et consultée par Crisis Group. Boubou Mabel est la vedette de la célèbre émission « Espace de Vérité » diffusée par Gandhi Malien. Il a également sa propre WebTV sur YouTube, BMD Media, qui compte 213 000 abonnés et sur laquelle il a diffusé cette fausse information.

<sup>39</sup> Entretiens de Crisis Group, analystes politiques et journalistes maliens, Bamako, février 2024. Voir aussi « L'économie de la « vidéomania » au Mali : exploration d'un nouveau métier médiatique et son impact sociétal », op. cit.

#### D. *Des soutiens étrangers amplifient le discours souverainiste*

L'implication d'acteurs étrangers, en premier lieu celle de la Russie, dans la promotion du discours souverainiste au Mali est indéniable. Celle-ci se manifeste d'abord par un soutien direct aux grands influenceurs maliens. Ces dernières années, les autorités russes ont en effet identifié des vidéomans particulièrement influents et leur ont offert des séjours à Moscou.<sup>40</sup> Mamadou Sidibé, promoteur de Gandhi Malien, a, par exemple, effectué un voyage en Russie en mai 2024 dont il a fait largement écho sur son compte Facebook.<sup>41</sup>

Des études ont également documenté l'influence de la Russie sur des pages Facebook promouvant des messages politiques. Certains appellent à la « libération de l'Afrique » et à des révolutions populaires contre la « domination néocoloniale ». D'autres soutiennent, plus prosaïquement, le choix des autorités maliennes de changer de partenaires extérieurs, au profit de la Russie.<sup>42</sup> Dans le sillage du déploiement du groupe paramilitaire russe Wagner dans la seconde moitié de 2021, des contenus en ligne dénigrant la présence française et justifiant celle de la Russie ont proliféré.<sup>43</sup> Des données collectées à cette période ont comptabilisé plus de 24 000 publications de ce type sur Facebook, même s'il reste difficile d'identifier avec précision la manière dont la Russie soutient et organise cette production, dont une grande partie est fabriquée au Mali.<sup>44</sup> Particulièrement visée par cette hausse de contenus hostiles, Paris a cherché à répondre en mettant en place son propre réseau de propagande.<sup>45</sup>

Par ailleurs, des figures du néo-panafricanisme, comme Nathalie Yamb, Kémi Séba et Franklin Nyamsi, commentent fréquemment l'actualité malienne et sont des vecteurs d'influence majeurs dans la diffusion des discours souverainistes à travers des plateformes telles que Facebook, YouTube et X.<sup>46</sup> Contrairement à leurs homologues sahéliens, ces activistes touchent principalement une audience urbaine et francophone.<sup>47</sup> Certains d'entre eux se déplacent fréquemment au Sahel à l'invitation des

---

<sup>40</sup> « African Initiative, le nouveau réseau de propagande russe en Afrique après le démantèlement de Wagner », *Le Monde*, 7 mars 2024.

<sup>41</sup> On le voit visitant divers sites culturels sous la conduite d'accompagnateurs russes ou rencontrant des responsables russes comme ceux d'African Initiative, une agence de propagande russe dirigée par un ancien cadre de Wagner, Viktor Lukovenko. Ibid.

<sup>42</sup> Tatiana Smirnova, « Les stratégies d'influence du Kremlin au Sahel », *Bulletin FrancoPaix*, Vol.7, n°9, novembre 2022 ; Maxime Audinet et Emmanuel Dreyfus, « La Russie au Mali : une présence bicéphale », Institut de recherche stratégique de l'école militaire, septembre 2022.

<sup>43</sup> « Pro-Russian Facebook assets in Mali coordinated support for Wagner Group, anti-democracy protests », DFRLab, 17 février 2022.

<sup>44</sup> Ibid.

<sup>45</sup> « Les faux comptes Facebook de l'armée française au Mali au cœur d'une guerre d'influence entre France et Russie », Radio France, 5 février 2024.

<sup>46</sup> Achille Mbembe, « Quand le panafricanisme devient sectarisme », *Jeune Afrique*, 23 janvier 2022. Kémi Séba, Nathalie Yamb et Franklin Nyamsi sont des activistes connus pour leur engagement en faveur de la souveraineté africaine et pour leurs analyses critiques sur l'influence française en Afrique francophone. Tous les trois sont très présents sur les réseaux sociaux et sont suivis par des centaines de milliers d'abonnés.

<sup>47</sup> Entretien de Crisis Group, expert des réseaux sociaux, avril 2024.

gouvernements, dont celui du Mali, pour témoigner de leur soutien aux mouvements souverainistes.<sup>48</sup>

Les liens entre ces activistes et la Russie sont indéniables : Kémi Séba et Nathalie Yamb ont participé à plusieurs événements organisés par Moscou, notamment le Forum économique Russie-Afrique à Sotchi en 2019 et le deuxième Sommet Russie-Afrique, tenu à Saint-Pétersbourg en 2023.<sup>49</sup> Une enquête menée en 2019 par un consortium de médias et d'organisations militantes a révélé la grande proximité entre Evgueni Prigojine, ancien patron de Wagner, décédé en 2023, et l'activiste Kémi Séba. Ils affirment notamment que ce dernier aurait bénéficié d'un appui financier de l'oligarque russe. Dans un entretien récent, Kémi Séba a nié cependant avoir reçu un quelconque financement de la part d'Evgueni Prigojine.<sup>50</sup>

Malgré leur implication réelle dans le débat, ces activistes internationaux bénéficient d'une audience moindre par rapport aux vidéomans locaux, confirmant que les soutiens étrangers du souverainisme jouent un rôle d'amplificateur, mais que les Maliens demeurent son principal promoteur.<sup>51</sup>

---

<sup>48</sup> En effet, leur influence ne se limite pas aux réseaux sociaux. Certains, comme Kémi Séba, président de l'ONG Urgences Panafricanistes, disposent de branches locales dans plusieurs pays du Sahel, tandis que d'autres s'appuient sur des personnalités locales influentes.

<sup>49</sup> « Guerre d'influence et rapprochement entre la Russie et l'Afrique », Centre Thucydide, 1<sup>er</sup> février 2023.

<sup>50</sup> « Projet Kemi : quand Kemi Seba était financé par Evgueni Prigojine et Wagner », *Jeune Afrique*, 30 mars 2023. Dans un entretien accordé au média en ligne Thinkerview en novembre 2024, Kémi Séba reconnaît que son organisation, Urgences Panafricanistes, interagit avec les autorités russes depuis 2018, mais il nie avoir reçu un quelconque financement de la part d'Evgueni Prigojine, fondateur du groupe Wagner. « Francophobie en Afrique et dans les DOM-TOM ? Kemi Seba », vidéo postée le 25 novembre 2024 sur la chaîne YouTube de Thinkerview.

<sup>51</sup> Sur Facebook, Nathalie Yamb et Franklin Nyamsi totalisent respectivement 712 000 et 353 000 abonnés. Gandhi Malien et Kati 24 en comptent 1,1 et 1,3 million.

### **III. Le souverainisme en actes : des atouts et des risques**

---

Pour de nombreux analystes occidentaux mais aussi parfois sahéliens, le souverainisme serait un discours de façade faisant le lit d'une dictature militaire.<sup>52</sup> Mais ce tournant ne saurait être réduit à un simple artifice rhétorique servant à légitimer le maintien au pouvoir de militaires autoritaires. Les dirigeants maliens ont fait du souverainisme un instrument pour recréer du lien avec une partie de leur population, notamment la jeunesse urbaine. Il influence également fortement le contenu des politiques gouvernementales dans les domaines sécuritaire, diplomatique et économique. Il ne faut donc sous-estimer ni le changement que le virage souverainiste produit, ni ses limites, ni les risques qu'il induit pour le Mali.

#### *A. Un outil pour gouverner sans élections*

Le discours souverainiste suscite aujourd'hui un espoir comparable à celui que l'aspiration démocratique avait fait naître au Mali au début des années 1990, en grande partie en opposition au régime vieillissant du général Moussa Traoré, lequel monopolisait le pouvoir depuis 1968.<sup>53</sup> Mais les régimes démocratiques maliens qui lui ont succédé se sont usés à leur tour, incapables de produire une société plus juste et d'incarner le changement aux yeux d'une population malienne de plus en plus jeune. Dans les années 2010, de nombreux citoyens avec lesquels Crisis Group s'entretenait n'attendaient plus grand-chose de leurs dirigeants. Certains disaient même avoir perdu foi dans la démocratie libérale sur laquelle reposaient leurs institutions. Reflet de ce désintérêt, la participation aux élections nationales a été particulièrement faible au Mali dès la fin des années 1990.<sup>54</sup>

Le discours souverainiste parle directement aux populations. Il permet d'offrir une explication simple aux difficultés que ces dernières rencontrent, en dénonçant des élites corrompues, prétendument démocratiques et coupables d'avoir livré le pays aux intérêts étrangers. Il contient aussi une promesse de changement qui, dans le cadre du « Mali nouveau », entend mettre les ressources du pays au service de l'intérêt général. Ce discours a un effet de remobilisation indéniable sur une vaste partie de la population, notamment auprès de la jeunesse urbaine. Depuis l'arrivée au pouvoir du CNSP, une partie de la jeunesse malienne a développé une forme de fierté nationale et un espoir dans l'Etat dont elle n'attendait plus rien encore quelques années auparavant. Sur les réseaux sociaux, un nombre grandissant de citoyens ont, ces dernières années, proclamé leur fierté d'être Maliens, de voir leurs forces armées

---

<sup>52</sup> Rahmane Idrissa, Les stagnations trentenaires, La gazette perpendiculaire, 14 décembre 2023.

<sup>53</sup> Moussa Traoré a dirigé le Mali pendant 23 ans, de 1968 à 1991, après avoir pris le pouvoir lors d'un coup d'Etat militaire. Son pouvoir est marqué par l'autoritarisme, la répression des opposants politiques et une forte centralisation. Malgré des efforts pour moderniser l'économie et promouvoir l'éducation, son gouvernement a fait face à de graves problèmes, notamment la corruption et la détérioration des conditions de vie de la population. En 1991, un soulèvement populaire a conduit à sa chute et à l'établissement d'une transition démocratique. Voir « Au Mali, les leçons de la dictature n'ont pas été tirées », *Le Monde*, 17 novembre 2018.

<sup>54</sup> Ainsi au second tour de l'élection présidentielle de 2018, à peine un inscrit sur trois (34 pour cent) s'est déplacé pour voter.

se redéployer, et d'avoir des dirigeants ayant le courage de rompre avec les « forces néocoloniales ». <sup>55</sup>

Cette remobilisation citoyenne et la popularité du régime qui l'accompagne se font jusqu'ici sans consultation électorale, à l'exception du référendum constitutionnel de juin 2023, qui a été un plébiscite. La nouvelle constitution a été approuvée avec 97 pour cent des voix. Le taux de participation du scrutin n'a cependant pas dépassé les 40 pour cent. <sup>56</sup> Se présentant comme seules capables de défendre les intérêts du Mali, les autorités de transition esquivent les pressions pour organiser des élections démocratiques et, depuis quatre ans, les Maliens n'élisent plus aucun représentant du pouvoir exécutif ou législatif, national ou local. Le discours souverainiste se révèle ainsi un puissant instrument de mobilisation politique permettant aux autorités maliennes de se constituer une légitimité en dehors de tout processus électoral. <sup>57</sup>

Si le soutien aux autorités de transition est robuste, il n'est pas pour autant généralisé. <sup>58</sup> Des voix s'expriment, publiquement ou en privé, pour les critiquer et dénoncer les fausses ruptures qu'elles ont introduites, notamment dans la lutte contre la corruption, toujours présente, ou pour revendiquer des succès sans précédent contre les insurgés jihadistes, toujours très actifs en dépit de ces victoires. <sup>59</sup> Mais ces voix restent minoritaires. Surtout, elles peinent à se faire entendre publiquement du fait de la pression sociale exercée par l'entourage et de la crainte d'un Etat de plus en plus autoritaire. <sup>60</sup>

A partir de 2022, les autorités ont en effet pris une série de mesures restrictives, ciblant notamment des organes de presse, des acteurs politiques et des activistes. Plusieurs journalistes, universitaires, influenceurs et personnalités de la société civile et des réseaux sociaux ont été arrêtés. Certains, comme l'économiste Etienne Fakaba Sissoko, ont été interpellés pour « atteinte au crédit de l'Etat » ; d'autres, comme Rokia Doumbia, influenceuse et militante contre la vie chère, pour « incita-

---

<sup>55</sup> Pages Facebook de jeunes Maliens consultées par Crisis Group, mars-mai 2024.

<sup>56</sup> « Référendum constitutionnel au Mali : le oui l'emporte massivement, l'opposition dénonce 'le pire scrutin de l'histoire' », *Le Monde*, 24 juin 2023.

<sup>57</sup> Selon une récente enquête Malimètre de la Fondation Friedrich Ebert, plus de neuf Maliens sur dix sont satisfaits de la gestion de la transition. Plus de 80 pour cent de la population se déclare très satisfaite du président de la transition. Malimètre, enquête d'opinion, p. 23, op. cit.

<sup>58</sup> Il y a sans doute de fortes variations régionales mais en l'absence de données précises, elles sont difficiles à appréhender. Alors qu'on s'attendrait à ce que la popularité des autorités soit moindre dans les zones de combats intenses comme le centre du pays, les données rendues disponibles par le travail de sondage du Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) montrent au contraire le maintien d'un très fort niveau de confiance des populations dans les autorités centrales. Virginie Baudais, Shourjya Deb, Frederic Daudon et Dan Sanaren, « 'Listen to us'. Local perceptions of populations in Central Mali », SIPRI, mai 2023.

<sup>59</sup> Près de 70 pour cent des Maliens estiment que le niveau de corruption reste très élevé. Malimètre, enquête d'opinion, p. 56, op. cit. Entretiens de Crisis group, intellectuels ou membres d'organisations de la société civile, 2021-2024.

<sup>60</sup> Plusieurs intellectuels maliens que Crisis Group consulte régulièrement ont partagé cette même expérience : ceux qui se montrent critiques ou expriment même de simples doutes envers les autorités, subissent la pression de membres de leur famille et/ou de leurs amis, qui leur reprochent de rester sous l'influence de l'Occident et leur demandent de soutenir les nouvelles autorités. Entretiens de Crisis Group, intellectuels maliens vivant dans le pays ou à l'extérieur, 2021-2024.

tion à la révolte ». <sup>61</sup> Le souverainisme prôné par les autorités de transition s'accompagne ainsi d'un rétrécissement inquiétant de l'espace civique, signalant une dérive autoritaire qui pourrait encore s'aggraver face à la montée du mécontentement populaire due à l'aggravation des difficultés économiques. <sup>62</sup>

De nombreux acteurs politiques et activistes dénoncent ce durcissement des autorités maliennes, qu'ils perçoivent comme une tentative de conserver le pouvoir en étouffant toute contestation. Les multiples arrestations et autres interpellations semblent s'inscrire dans une stratégie délibérée de musèlement des voix discordantes. Selon les sondages disponibles, la popularité du régime reste élevée, mais elle pourrait s'effriter, même à Bamako. La capitale malienne, où vit un quart de la population du pays et qui abrite les principaux centres de pouvoir, est sans doute le principal foyer de soutien au régime actuel, mais elle est touchée par d'incessantes coupures de courant auxquelles le gouvernement n'apporte pas de solution depuis de longs mois (voir section D). <sup>63</sup> Pire, une attaque meurtrière a visé mi-septembre des installations militaires en plein cœur de la ville, risquant d'ébranler la confiance des Maliens dans la capacité de leurs dirigeants à garantir leur sécurité. <sup>64</sup>

## B. *La reprise en main des dossiers sécuritaires*

Les autorités maliennes ont fait des questions de défense et de sécurité un enjeu central de leur discours et de leurs actions. Il y a deux raisons principales à cela. D'une part, les dirigeants sont convaincus que l'intervention militaire étrangère était au mieux improductive, au pire que son objectif inavoué était de maintenir le Mali dans la dépendance. D'autre part, la défense est un domaine régalien par excellence dont tout régime souverainiste tend à faire une priorité – qui plus est si le pays est dirigé par des militaires.

C'est donc au nom de la nécessaire reconquête de la souveraineté nationale que les autorités maliennes ont démantelé l'architecture que les partenaires internationaux avaient mis en place, à partir de 2013 et sous l'impulsion de la France, pour sécuriser et stabiliser le Mali. Après le coup d'Etat de mai 2021, les autorités de transition ont poussé les différentes composantes de ce dispositif sécuritaire vers la sortie. Les opé-

---

<sup>61</sup> En octobre 2022, l'éditorialiste Mohamed Attaher Halidou, de la chaîne Joliba TV, a été convoqué par la Haute autorité de la communication (HAC) pour « usage d'expressions à forte connotation péjorative » au sujet des autorités maliennes de transition. « Mali : le directeur de l'information de Joliba TV convoqué par la Haute autorité de la communication », RFI, 17 octobre 2022. Pour les autres cas cités, voir « Rokia Doumbia, l'influenceuse qui a taclé Assimi Goïta, placée sous mandat de dépôt », *Jeune Afrique*, 16 mars 2023, et « Mali : pas de liberté provisoire pour l'économiste Etienne Fakaba Sissoko », RFI, 14 octobre 2024.

<sup>62</sup> Plusieurs médias internationaux ont été interdits de diffusion, tandis que des médias locaux ont reçu des mises en garde ou des pressions pour limiter leur couverture des sujets sensibles. Le 10 avril 2024, les autorités ont décidé d'interdire les activités des partis politiques et des associations à caractère politique, avant de revenir sur cette décision trois mois plus tard. « Au Mali, la junte au pouvoir annonce autoriser les partis politiques à reprendre leurs activités », *Le Monde*, 11 juillet 2024. Entretien de Crisis Group, cadre de parti politique, Dakar, avril 2024. Communication électronique de Crisis Group, cadre du M5-RFP, avril 2024.

<sup>63</sup> Malimètré, enquête d'opinion, op. cit.

<sup>64</sup> Q&A Afrique de Crisis Group, « Attaque jihadiste du 17 septembre à Bamako : l'échec du tout-sécuritaire au Mali ? », 24 septembre 2024.

rations française Barkhane et européenne Takuba ont pris fin en février 2022. Deux mois plus tard, le Mali s'est retiré du G5 Sahel, une organisation de sécurité régionale créée en 2014 et rassemblant cinq pays sahéliens. En juin 2023, les autorités maliennes ont exigé le départ de la Minusma.<sup>65</sup>

Persuadées que les partenaires occidentaux ne les laisseraient pas reprendre en main la politique sécuritaire, les autorités se sont tournées vers la Russie, en qui elles voient un allié stratégique plus fiable, plus utile et davantage compatible avec l'approche de Bamako en matière de lutte contre-insurrectionnelle.

Cette perception repose notamment sur la capacité de la Russie à livrer rapidement des équipements militaires jugés essentiels par les autorités de transition, mais que les alliés occidentaux hésitaient jusqu'alors à leur livrer en quantité suffisante.<sup>66</sup> Contrairement aux armées occidentales qui ont des règles d'engagement contraignantes, les paramilitaires russes se préoccupent également peu du respect des droits humains ou encore des conséquences de la lutte contre-insurrectionnelle sur les civils.<sup>67</sup> Enfin, les Russes accompagnent directement les Fama dans les combats au sol.<sup>68</sup> En cela, ils se distinguent de la mission Barkhane qui menait seule les combats importants, réduisant les forces maliennes à une présence symbolique. Ils se distinguent aussi des missions de formation européennes comme l'European Union Training Mission (EUTM), que les militaires maliens jugent inadaptées à leurs besoins.<sup>69</sup>

Le Mali a également procédé à un réaménagement substantiel de ses alliances sécuritaires régionales. Rejoint par le Burkina Faso et le Niger, deux autres pays dirigés par des militaires, le Mali a créé l'Alliance des Etats du Sahel (AES) le 16 septembre 2023.<sup>70</sup> Celle-ci remplace le G5-Sahel que les trois pays ont quitté, essentiellement parce qu'ils la considéraient peu efficace et trop dépendante des pays occidentaux. L'AES vise à consolider la sécurité des trois régimes militaires du Sahel central, en coordonnant notamment les politiques de défense contre les insurrections armées et contre toute autre forme de menace extérieure. En janvier 2024, les trois pays de l'AES se sont retirés de la Cedeao, à qui ils reprochent son hostilité, son manque de

<sup>65</sup> A propos de la force conjointe du G5 Sahel, voir le rapport Afrique de Crisis Group N°258, *Force du G5 Sahel : trouver sa place dans l'embouteillage sécuritaire*, 12 décembre 2017.

<sup>66</sup> Il s'agit notamment de moyens aériens (avions et hélicoptères de combat) que Moscou a livrés au Mali à partir de septembre 2021. Une partie de ces commandes d'équipement ont été passées à l'époque du régime du président IBK, dont la Russie était déjà un fournisseur d'armement. Avec le CNSP, elle est devenue le partenaire principal du Mali en matière de sécurité.

<sup>67</sup> La Russie n'est pas la seule dans ce cas : d'autres Etats qui ont livré des armes à Bamako, comme la Turquie avec des drones armés, n'ont pas non plus démontré une grande préoccupation pour les dégâts qu'occasionnent ces armements sur les civils au Mali et au Sahel central. Voir « Mali, Burkina Faso, Niger : la guerre des drones dans le Sahel, une stratégie risquée », *Jeune Afrique*, 11 septembre 2024.

<sup>68</sup> Ces paramilitaires appartiennent à la société Wagner, aujourd'hui Afrika Corps, dont la présence est toujours niée par les autorités maliennes. Des sources sécuritaires estiment leur nombre entre 1 500 et 2 000 combattants, déployés principalement dans le centre et le nord du pays. « Au Mali, plongée dans le système Wagner », *Jeune Afrique*, 4 janvier 2023.

<sup>69</sup> Briefing de Crisis Group N°185, *Mali : éviter le piège de l'isolement*, op. cit.

<sup>70</sup> En 2022, le Burkina Faso a connu deux coups d'Etat. Le 24 janvier, le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandoago Damiba a renversé le président Roch Marc Christian Kaboré. Le 30 septembre, le capitaine Ibrahim Traoré l'a renversé à son tour et s'est installé au pouvoir. Au Niger, le président Mohamed Bazoum a été renversé en juillet 2023 par le général Abdourahamane Tiani.

soutien concret dans la lutte contre le « terrorisme » et une forme de soumission aux intérêts de l'Occident.<sup>71</sup>

Cet aggiornamento des alliances sécuritaires a permis une certaine remontée en puissance de l'armée malienne. Celle-ci est désormais plus active sur le terrain et a été replacée au centre du dispositif de sécurisation du territoire, une position occupée précédemment par les militaires français et par la Minusma.<sup>72</sup> Si l'appui apporté par les éléments russes semble déterminant, les Fama sont toujours présentes lors des phases importantes des combats. Les pays de l'AES fournissent également une aide précieuse, quoique ponctuelle, en matière de transport aérien ou de drones de combat.

La reprise de Kidal, dans le nord du pays, en novembre 2023, après plus d'une décennie de quasi-absence de l'administration malienne, est perçue comme l'un des résultats sécuritaires les plus concrets du virage souverainiste.<sup>73</sup> Cette victoire militaire a eu un retentissement politique majeur dans le pays, réparant l'humiliante défaite de l'armée malienne dans cette même ville en mai 2014 face aux mêmes groupes séparatistes. Constituant à la fois une revanche symbolique et une avancée stratégique, elle illustre la volonté des autorités maliennes de réaffirmer leur souveraineté sur l'ensemble du territoire national.<sup>74</sup>

En sollicitant l'assistance russe, le Mali est cependant passé, selon certains observateurs, d'une dépendance à une autre. Le pays y perdrait financièrement, car Bamako rémunère désormais au moins une partie de cette aide, contrairement à celle fournie par les Occidentaux. Par ailleurs, alors que le soutien de l'Occident promettait de s'étendre dans la durée, rien ne garantit que celui de la Russie soit aussi pérenne. Bamako rejette pourtant, non sans argument, l'idée d'être tombé dans une nouvelle forme de dépendance.<sup>75</sup> Contrairement à l'opération française Barkhane, qui définissait ses propres objectifs au Sahel, les Russes appuient une stratégie définie et choisie par le Mali, comme en témoigne l'offensive sur Kidal.<sup>76</sup>

Par ailleurs, l'exemple de la République centrafricaine (RCA), où la Russie exerce une forte influence sur les autorités, est souvent brandi comme un avertissement face aux risques d'une dépendance excessive à l'égard de Moscou.<sup>77</sup> Or, à l'inverse de la RCA, les paramilitaires russes n'occupent pas une place centrale dans le dispositif de sécurité rapprochée du président malien. Ils n'y ont pas non plus développé une économie parallèle aussi forte.

---

<sup>71</sup> « Le Mali, le Burkina Faso et le Niger quittent la Cedeao, la région ébranlée », *Le Monde*, 29 janvier 2024 ; « Le ministre Diop fustige la Cedeao et évoque l'AES », *Mali-Online TV*, 5 juin 2024.

<sup>72</sup> A titre d'exemple, les Fama ont mené 306 et 314 opérations militaires en 2023 et 2022 respectivement, contre seulement 40 en 2018 et 90 en 2020. Sources : données ACLED.

<sup>73</sup> Q&A Afrique de Crisis Group, « Nord du Mali : une confrontation dont personne ne sortira vainqueur », 13 octobre 2023.

<sup>74</sup> Rapport Afrique de Crisis group N°314, *Nord Mali : revenir au dialogue*, 20 février 2024.

<sup>75</sup> Entretiens de Crisis Group, responsable politique et membre des Fama, Bamako, février 2024.

<sup>76</sup> Voir John A. Lechner, Sergey Eledinov et Adam Sandor, « How Foreign Intervention Failed Mali. Rival geopolitical actors have only made the country more dangerous », *Foreign Affairs*, 10 septembre 2024.

<sup>77</sup> Commentaire de Crisis Group, « Russia's Influence in the Central African Republic », 3 décembre 2021.

Au-delà du succès remporté à Kidal, le tournant souverainiste n'a cependant pas permis de mettre un terme à la crise sécuritaire. Certes, Bamako a mis les groupes séparatistes sur le recul en les privant de leur bastion, mais cela se fait au prix de la rupture du dialogue politique avec ces derniers et du retour du conflit au nord du pays. Portés par leur victoire à Kidal, les Fama et leur allié russe ont tenté, en juillet 2024, de pousser leur avantage en reprenant la ville de Tinzawatène, située le long de la frontière avec l'Algérie. Outre le nombre élevé de morts dans les rangs des forces maliennes et des paramilitaires russes, leur défaite a montré que le rapport de force est loin d'être établi en leur faveur.<sup>78</sup>

De même, la remontée en puissance des Fama n'a pas non plus permis de remporter un succès décisif contre les jihadistes, notamment contre le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin, JNIM). Affiliée à al-Qaeda, la principale organisation jihadiste active au Mali a démontré, mi-septembre 2024, une capacité inédite à frapper des cibles militaires importantes, au cœur même de Bamako.<sup>79</sup> Dans les zones rurales, les jihadistes continuent de contrôler de nombreux territoires, voire de s'y étendre, tout en mettant sous pression les centres urbains, restés dans le giron de l'Etat malien.<sup>80</sup> Pendant ce temps, les civils continuent de payer un lourd tribut à la guerre. Ce phénomène n'est pas nouveau, mais il continue de s'aggraver depuis 2021 : depuis le début de l'année 2024, près d'un millier de civils ont été tués dans des attaques perpétrées par les groupes jihadistes ou lors d'opérations menées par les Fama.

Enfin, de manière plus générale, la rupture sécuritaire annoncée par le tournant souverainiste cache une forme de continuité avec le dispositif international dont la France était le chef de file. Comme celle-ci, et en réalité beaucoup plus qu'elle, les autorités maliennes sont enfermées dans une logique à prédominance militaire qui l'emporte sur les objectifs politiques, qu'il s'agisse du dialogue avec les insurgés ou de la réforme de la gouvernance.<sup>81</sup> Après avoir dénoncé l'accord d'Alger, Bamako a lancé en décembre 2023 le dialogue intermalien. Boycotté par une partie de la classe politique et des groupes politico-militaires du nord du pays, ce processus a cependant débouché sur plusieurs recommandations clés pour répondre à la crise. Parmi ces mesures figure l'idée d'entamer un nouveau dialogue avec les groupes armés,

<sup>78</sup> « Débâcle russe à Tinzawaten : quand l'Ukraine s'invite dans le conflit au Mali », *Jeune Afrique*, 1<sup>er</sup> août 2024.

<sup>79</sup> Q&A de Crisis Group, « Attaque jihadiste du 17 septembre à Bamako : l'échec du tout-sécuritaire au Mali ? », op. cit.

<sup>80</sup> Selon l'ONG Armed Conflict Location and Event Data (ACLED), le nombre d'incidents de violence au Mali ne diminue pas. Il reste globalement stable, avec même une légère progression par endroits. Entre mai et novembre 2023, ACLED a recensé 405 incidents qui ont fait 1 081 morts. Entre novembre 2023 au mai 2024, soit sur la même durée, 457 incidents ont coûté la vie à 1 091 personnes.

<sup>81</sup> Malgré l'existence de l'accord d'Alger, dont la mise en œuvre patinait, la stratégie de stabilisations des années 2010 était d'abord focalisée sur la poursuite d'objectifs militaires, notamment la lutte contre les groupes jihadistes. Cette stratégie comprenait certes d'autres volets, notamment les piliers gouvernance et développement, mais ces derniers étaient subordonnés aux objectifs sécuritaires. En 2021, Crisis Group a appelé à un renversement dans la hiérarchie des priorités et, plus précisément, à la subordination des objectifs sécuritaires aux objectifs politiques. Voir le rapport Afrique de Crisis group N°299, *Réordonner les stratégies de stabilisation du Sahel*, 1<sup>er</sup> février 2021.

y compris jihadistes. Ces recommandations n'ont toutefois quasiment pas été mises en œuvre.

Au final, les autorités de transition n'ont pas su tirer parti de l'espace créé par le départ de la France, ni par la fin de l'accord d'Alger, pour définir, et surtout concrétiser, une stratégie accordant une place plus importante aux réponses politiques endogènes et non militaires. Sans une stratégie de dialogue définie par le Mali lui-même, la crise risque de continuer à s'aggraver sans voie de résolution à court ou moyen terme.

### C. *Le repositionnement contrarié d'une diplomatie souverainiste*

Le tournant souverainiste a entraîné un repositionnement de la diplomatie malienne sur les scènes régionale et internationale. Les autorités de transition souhaitent en effet rompre avec la politique étrangère de leurs prédécesseurs, perçue comme une forme d'alignement étroit sur les intérêts occidentaux. Pour les promoteurs du souverainisme, il s'agit de replacer les intérêts du pays au cœur de la diplomatie pour recomposer les alliances et les partenariats. L'idée fait, cependant, l'objet d'interprétations différentes au sein des élites maliennes, entre ceux qui interprètent l'option souverainiste comme une nécessité de rupture avec l'Occident, et d'autres qui considèrent qu'il faut plutôt diversifier les partenariats.

En réalité, quelle que soit l'option retenue, les Maliens peinent à rester maîtres de leur repositionnement dans un monde de plus en plus polarisé. Le partenariat sécuritaire avec la Russie met en effet sous pression la diplomatie malienne dans un contexte international marqué par la guerre en Ukraine et la division du monde en deux blocs antagoniques.<sup>82</sup> D'un côté, Moscou, en prêtant assistance à Bamako, encourage le Mali à s'aligner sur ses positions, notamment sur le dossier ukrainien, l'éloignant un peu plus de certains de ses partenaires occidentaux.<sup>83</sup> D'un autre côté, une partie des partenaires occidentaux avertissent Bamako qu'un tel rapprochement avec la Russie n'est pas compatible avec le maintien, à terme, d'une politique de collaboration.<sup>84</sup>

Sur ce dernier point, les pays occidentaux ne sont cependant pas unanimes. Certains, comme l'Espagne ou l'Italie, pensent qu'il faut maintenir les liens avec un pays dont la stabilité est centrale pour le futur de la région et qu'il ne faut pas abandonner le terrain malien à la seule influence russe. Mais un nombre grandissant de pays occidentaux optent pour une attitude moins conciliante. Estimant que l'alliance avec la Russie mène Bamako dans une impasse dangereuse, ils ont suspendu leur aide budgétaire directe à l'Etat, réduit leur aide en matière de développement et, pour certains, fermé leur ambassade.<sup>85</sup> En janvier 2024, le ministre suédois des Affaires étrangères justi-

---

<sup>82</sup> L'invasion de l'Ukraine par la Russie est survenue quelques mois après que les autorités maliennes ont décidé de se rapprocher de Moscou. Voir le commentaire Europe de Crisis Group, « The Ukraine War: A Global Crisis? », 4 mars 2022.

<sup>83</sup> En février 2023, un an après l'invasion russe en Ukraine, le Mali était l'un des sept pays ayant voté contre une résolution de l'ONU exigeant que la Russie retire immédiatement et sans condition ses forces militaires du territoire ukrainien. « Résolution sur la Russie à l'ONU : quels pays ont changé de position depuis mars 2022 ? », *Le Monde*, 24 février 2023.

<sup>84</sup> « Le Mali ordonne à l'ambassadrice suédoise de quitter le pays », *Le Monde*, 10 août 2024.

<sup>85</sup> Plusieurs pays ou organisations occidentaux comme les Pays-Bas, le Danemark ou encore l'UE ont suspendu leur aide budgétaire au Mali. D'autres, comme la Suède ou le Luxembourg, ont également annoncé leur intention de mettre fin à leurs programmes d'aide au développement. La Nor-

fiat ainsi la suspension de l'aide apportée par son pays : « Lorsque nous coopérons avec d'autres pays, nous voulons que ces pays veuillent également coopérer avec la Suède, mais la junte militaire du Mali se tourne plutôt vers la Russie ». <sup>86</sup>

Devenu un champ d'affrontement entre la Russie et l'Occident, le Mali peine à placer ses intérêts au cœur de sa propre diplomatie. Alors que le pays aurait intérêt à établir des partenariats équilibrés sans choisir un bloc au détriment d'un autre, il est poussé, par un jeu de pressions opposées, à s'aligner de plus en plus sur les intérêts russes. Même si elles le nient, les autorités maliennes risquent aujourd'hui de passer d'une forme de dépendance diplomatique à une autre. Or ce repositionnement a d'importantes conséquences pour le Mali : si le pays y a peut-être gagné dans le domaine sécuritaire, en retrouvant une autonomie de choix, cela se fait au prix d'une réduction significative de l'assistance financière internationale et notamment occidentale (voir section D). <sup>87</sup>

Les autorités maliennes saisissent toutes les occasions pour démontrer qu'elles compensent la perte de soutiens occidentaux en forgeant de nouveaux partenariats. Dès 2022, le ministre malien des Affaires étrangères, Abdoulaye Diop, indiquait que « le Mali (continuait) de nouer des partenariats stratégiques et ne se (considérait) pas isolé ». <sup>88</sup> De fait, la diplomatie malienne cherche à développer les partenariats qui la sortent de l'orbite occidentale, en forgeant de nouveaux accords ou en revigorisant des liens anciens avec des pays aussi divers que le Rwanda, le Maroc, la Turquie ou l'Iran. En janvier 2024, le roi du Maroc, Mohamed VI, a ainsi proposé aux trois pays enclavés du Sahel central, dont le Mali, un accès stratégique à l'océan Atlantique pour développer leurs économies. Le financement des infrastructures routières ou ferroviaires nécessaires à cette nouvelle connexion régionale des économies reste cependant très incertain. <sup>89</sup>

L'autre grand enjeu pour le Mali est la gestion de ses relations avec ses voisins immédiats ainsi qu'avec la Cedeao. De ce point de vue également, l'option souverainiste des autorités a profondément rebattu les cartes. Les tensions avec le bloc régional ouest-africain se sont en effet considérablement accrues depuis deux ans. En janvier 2022, la Cedeao a imposé des sanctions diplomatiques, économiques et commerciales contre le pays lorsque les autorités ont décidé de prolonger la transition sans

---

vège a fermé son ambassade à Bamako. La Suède fera de même d'ici la fin de l'année. Communiqué de presse, « Swedish Embassies in Bamako and Ouagadougou to close; plans to establish new embassy in Dakar », Ministère des Affaires étrangères suédois, 24 juin 2024

<sup>86</sup> « Coopération : la Suède coupe son aide au développement au Mali », *Libreinfo*, 6 janvier 2024.

<sup>87</sup> L'aide et les prêts apportés par les partenaires occidentaux et les organismes financiers multilatéraux oscillaient entre 17 et 29 pour cent du budget de l'Etat lors du second mandat du président IBK. Ministère de l'Economie et des Finances du Mali, Gouvernement du Mali, 2017-2024. Consultées sur <https://finances.ml/loidesfinances>.

<sup>88</sup> « Entretien exclusif avec Abdoulaye Diop, ministre des Affaires étrangères du Mali », VOA, 26 septembre 2022. Plus récemment, lors du forum Crans Montana de juin 2024, il a rappelé que son pays était prêt « à avancer avec ou sans les Européens » et que, si ces derniers n'étaient pas prêts à s'engager aux côtés du Mali, « les Chinois, les Russes, les Australiens seront là ». La mention de l'Australie doit sans doute se comprendre en raison du rôle que des entreprises australiennes jouent dans le secteur minier de la région. Intervention du ministre Abdoulaye Diop consultée sur la page Facebook du ministère des Affaires étrangères du Mali.

<sup>89</sup> « Le Maroc veut donner aux Etats du Sahel un accès à l'Atlantique », *Le Monde*, 16 janvier 2024.

organiser d'élection. En réponse, Bamako a multiplié les actes de défiance envers l'organisation. Après avoir créé l'AES en septembre 2023, le Mali a annoncé quelques mois plus tard son départ de la Cedeao.

Sur le plan bilatéral, les relations se tendent également avec un certain nombre de membres du bloc, au risque d'atteindre un point de rupture. Les liens se sont ainsi particulièrement dégradés avec la Côte d'Ivoire, un pays influent de la région où réside une forte diaspora malienne.<sup>90</sup> Bamako estime que le président ivoirien, Alasane Ouattara, a joué un rôle prépondérant dans la décision de la Cedeao de sanctionner le Mali en 2022. Il lui reproche, en outre, sa proximité avec la France et l'Occident.<sup>91</sup> Signe des tensions, les autorités maliennes ont arrêté, en juillet 2022, 49 militaires ivoiriens à l'aéroport de Bamako avant de les inculper pour « atteinte à la sécurité de l'Etat ». La plupart des militaires sont restés détenus au Mali jusqu'en décembre 2022. L'incident a été finalement résolu grâce à la médiation togolaise en décembre 2023, mais les relations entre Bamako et Abidjan restent tendues.

Les rapports avec l'Algérie et la Mauritanie se sont aussi significativement détériorés à la suite de l'abrogation, voulue par Bamako, de l'accord de paix de 2015, dans lequel Alger et Nouakchott ont joué les médiateurs, et la reprise du conflit dans le nord du pays.<sup>92</sup> En outre, la poursuite des combats entre les Fama, appuyées par les combattants de Wagner, et les groupes rebelles du Cadre stratégique permanent (CSP) et les jihadistes du JNIM à Tinzawatène inquiète Alger.<sup>93</sup> Irrité par la présence de combattants étrangers à sa frontière, le gouvernement algérien redoute les conséquences humanitaires d'un conflit se prolongeant dans le temps.<sup>94</sup> La Mauritanie, qui abrite l'un des principaux camps de réfugiés maliens, s'alarme également de la multiplication des incidents sécuritaires à sa propre frontière.<sup>95</sup> Bamako a tenté de désamorcer les tensions en envoyant, en avril 2024, une délégation de haut niveau auprès des autorités mauritaniennes, mais l'initiative a rencontré un succès limité. De son côté, le pouvoir malien s'agace de la présence de plusieurs responsables du CSP dans la capitale mauritanienne.<sup>96</sup>

Au final, ce qui se joue sur la scène régionale reflète les dynamiques internationales. L'option souverainiste défendue par les autorités maliennes, notamment en

---

<sup>90</sup> « En Côte d'Ivoire, les ressortissants sahéliens inquiets après l'annonce de la sortie de leur pays de la Cedeao », *Le Monde*, 2 février 2024.

<sup>91</sup> Cette idée est renforcée par la présence à Abidjan d'anciens hauts responsables liés au défunt président IBK et accusés de travailler à déstabiliser le Mali.

<sup>92</sup> Une partie de la classe politique malienne et de la hiérarchie militaire ne pardonne pas à la médiation algérienne son rôle prépondérant dans un processus qui aurait, selon elles, desservi l'Etat malien et affaiblit son autorité dans le nord du pays. Les tensions avec la Mauritanie ont été particulièrement vives ces derniers mois. Nouakchott reproche à Bamako de déployer les Fama et Wagner sur son territoire et d'avoir commis des exactions contre ses ressortissants. « Mali : le ministre de la Défense mauritanien à Bamako sur fond de tensions diplomatiques », TV5 Monde, 21 avril 2024.

<sup>93</sup> Le CSP regroupe une partie des mouvements politico-militaires signataires de l'accord de paix d'Alger. Voir le rapport Afrique de Crisis Group N°314, *Nord Mali : revenir au dialogue*, op. cit.

<sup>94</sup> « L'Algérie expulse de Tinzaouatène des familles touaregs qui avaient fui le Mali », RFI, 22 octobre 2024.

<sup>95</sup> « Entre le Mali et la Mauritanie, un nouvel épisode de turbulences diplomatiques », *Le Monde*, 24 avril 2024.

<sup>96</sup> Entretiens de Crisis Group, acteurs politiques, avril 2024.

matière de sécurité, les a conduits à durcir les relations avec une partie de leurs voisins et tend à les isoler au sein de la sous-région. Bamako compense cette situation en se rapprochant d'autres acteurs régionaux, comme le Maroc et, surtout, en misant sur l'AES.<sup>97</sup> Si cette alliance offre des avantages sur le plan sécuritaire, facilitant notamment une mutualisation des moyens militaires et du renseignement face aux menaces communes, elle ne suffit pas à rééquilibrer les relations diplomatiques avec les pays de la sous-région, qui se sont globalement dégradées.

#### D. *L'économie, talon d'Achille du tournant souverainiste ?*

Au Mali, l'Etat est un acteur central de la vie économique. Il joue un rôle décisif dans la production des services de base et est le premier employeur dans l'économie formelle. Or, le tournant souverainiste des autorités a des répercussions importantes sur le budget de l'Etat, limitant sa capacité à conserver son rôle dans les domaines économique et financier.

Les autorités de transition estiment que la souveraineté du Mali ne peut être effective sans sortir de ce qui est perçu comme une dépendance financière à l'égard des bailleurs de fonds occidentaux. Cette approche contribue à la forte dégradation des relations avec certains des partenaires du Mali, échaudés par son rapprochement avec la Russie. D'un côté, les autorités refusent de recevoir tout soutien dont elles estiment qu'il ne respecte pas sa souveraineté. En 2023, le gouvernement a ainsi renoncé à une enveloppe budgétaire de 50 millions d'euros de l'Union européenne (UE), considérant que celle-ci n'était pas conforme aux principes guidant l'action publique définie par le président de la transition, Assimi Goïta, notamment quant à la capacité de l'Etat à définir lui-même les priorités d'utilisation de cette aide.<sup>98</sup> D'un autre côté, les partenaires ont aussi réduit ou suspendu d'eux-mêmes leur assistance financière. C'est souvent le cas de l'aide budgétaire directe, mais cela touche aussi les projets de développement qui, sans être contrôlés par l'Etat, permettent de maintenir à niveau des services publics importants, comme la santé ou l'éducation.

En conséquence, la part de l'assistance internationale dans le budget de l'Etat malien a considérablement diminué au cours des dernières années. D'après les lois de finances du Mali, la part des prêts et des dons contribuant directement au budget de l'Etat atteignait environ 17 pour cent en 2017, la dernière année du premier mandat du président IBK, et dépassait même un pic à 29 pour cent en 2020, lorsqu'il a été renversé.<sup>99</sup> Depuis, ils chutent de manière continue, s'élevant à moins de 13 pour

---

<sup>97</sup> Entretiens de Crisis Group, diplomates ouest-africains, mars 2024.

<sup>98</sup> Selon des sources impliquées dans les négociations, le principal point d'achoppement se situait au niveau de l'allocation des fonds. Les autorités considéreraient être les seules à pouvoir définir leurs priorités. Entretiens de Crisis Group, Bamako et Bruxelles, 2023.

<sup>99</sup> Ministère de l'Economie et des Finances du Mali, Gouvernement du Mali, 2017-2024. Consultées sur <https://finances.ml/loidesfinances>. Il faut rester prudent au sujet des conclusions que l'on peut tirer de la lecture des comptes publics qui reste difficile, sinon opaque, même à travers les lois de finances. Les données produites reflètent parfois moins la réalité financière du pays que des compromis politiques entre partenaires nationaux et internationaux, voire entre différents services de l'Etat. Entretien téléphonique de Crisis Group, expert financier ayant travaillé au Mali depuis les années 1990, mars 2021. Voir aussi Béatrice Hibou et Boris Samuel, « Macroéconomie et politique en Afrique », Politique africaine, 2011.

cent en 2022, à moins de 5 pour cent en 2023, et ils ne devraient pas dépasser 4 pour cent en 2024. Pourtant, les comptes publics continuent d'afficher une augmentation constante du budget général de l'Etat, suggérant que les pouvoirs publics maliens réussissent à compenser la baisse de l'assistance internationale.<sup>100</sup> Selon les données du gouvernement, le déficit budgétaire de l'Etat malien reste par ailleurs quasi constant, s'établissant à 683 milliards de francs CFA en 2024 (1,13 milliard de dollars) contre 690 milliards de francs CFA en 2023 (1,14 milliard de dollars).<sup>101</sup>

Ces chiffres ne doivent pourtant pas faire illusion : l'Etat concentre de plus en plus ses moyens sur les dépenses de fonctionnement (essentiellement les salaires), au détriment des dépenses d'investissement qui permettent de faire tourner l'économie et d'offrir de meilleurs services aux populations.<sup>102</sup> En 2017, les dépenses ordinaires – pour l'essentiel les dépenses de fonctionnement de l'Etat malien – et les dépenses d'investissement représentaient, respectivement, environ 55 pour cent et 45 cent du budget. En 2023, elles s'élevaient respectivement à 79 pour cent et à 21 pour cent, illustrant la forte baisse des capacités de l'Etat à investir dans le développement des services publics.<sup>103</sup>

Par ailleurs, confrontées à ces nouvelles contraintes budgétaires et financières, Bamako peine à lever des fonds sur le marché régional. En 2023, alors que le Mali était à la recherche de 25 milliards de francs CFA (42,2 millions de dollars) dans le cadre de sa stratégie de gestion de la dette, le pays a dû faire face à la réticence des investisseurs sur le marché financier de l'UEMOA. Il n'a réussi à mobiliser que 9,5 milliards de francs CFA (16 millions de dollars), soit un taux de couverture de 38 pour cent, dont la majorité est d'ailleurs venue d'institutions bancaires maliennes. Dans un entretien accordé à *Jeune Afrique* en septembre 2023, le président du patronat malien, Mossadeck Bally, reconnaissait que « le Mali [était] toujours boycotté sur le plan financier » et que « les relations bancaires [restaient] difficiles ». <sup>104</sup> La décision

---

<sup>100</sup> Certaines évolutions récentes sont difficiles à expliquer. En 2022, ces recettes ont enregistré une chute de presque 10 cent avant de rebondir de plus de 16 cent en 2023. Ministère de l'Economie et des Finances du Mali, Gouvernement du Mali, 2017-2024. Consultées sur <https://finances.ml/loidesfinances>.

<sup>101</sup> Les déficits budgétaires ont plus que doublé en 2020 et se maintiennent depuis au-delà du seuil des 600 milliards de francs CFA (990 millions de dollars) par an, avec un pic à plus de 700 milliards de francs CFA (1,16 milliard de dollars) en 2020. En comparaison, le déficit était de 193 milliards de francs CFA (320 millions de dollars) en 2017 et de 373 milliards (615 millions de dollars) en 2018. A leur arrivée au pouvoir en mai 2021, les autorités actuelles ont donc hérité d'une situation budgétaire déjà difficile. Si celle-ci ne s'est pas améliorée depuis, elle ne s'est pas non plus aggravée substantiellement. Ministère de l'Economie et des Finances du Mali, Gouvernement du Mali, 2017-2024. Consultées sur <https://finances.ml/loidesfinances>.

<sup>102</sup> Comme le résume un expert économique travaillant pour une institution internationale : « l'Etat paye ses fonctionnaires sans leur donner les moyens de faire fonctionner les services ». Entretien de Crisis group, Bamako, mars 2024.

<sup>103</sup> Le rapport entre dépenses ordinaires et dépenses d'investissement a cependant commencé à se dégrader avant l'arrivée des militaires au pouvoir. En 2019, les deux grands secteurs de dépenses représentaient respectivement 63 et 38 pour cent du budget général. Lois des finances, Ministère de l'Economie et des Finances du Mali, Gouvernement du Mali, 2017-2024. Consultées sur <https://finances.ml/loidesfinances>.

<sup>104</sup> « Mossadeck Bally (Azalaï) : « Le Mali est toujours boycotté sur le plan financier », *Jeune Afrique*, 20 septembre 2023.

récente du gouvernement de décaisser 200 milliards de francs CFA (331 millions de dollars) pour apurer la dette intérieure constitue un geste positif, mais elle reste insuffisante pour restaurer pleinement la confiance des investisseurs nationaux et attirer les capitaux étrangers.<sup>105</sup>

De manière générale, l'environnement économique malien s'est fortement dégradé et les incertitudes politiques inquiètent les potentiels investisseurs. L'instabilité politique et sécuritaire du pays génère des conditions d'emprunt défavorables, le Mali faisant face à des taux d'intérêt de 8 à 10 pour cent, contre une moyenne régionale de 6 à 7 pour cent.<sup>106</sup> Le service de la dette, qui a déjà atteint 233 milliards de francs CFA (387 millions de dollars) dans le budget 2024, soit une augmentation de 11,6 pour cent par rapport à 2023, pourrait grever davantage les recettes de l'Etat. La récente détention de représentants britanniques d'une compagnie minière australienne visant à les forcer à verser des arriérés de taxes contestés n'a pas non plus arrangé le climat des affaires.<sup>107</sup> Si les autorités maliennes ont sans doute raison de renégocier les termes des contrats qui les lient aux grandes sociétés internationales, l'usage de méthodes aussi brutales pourrait se retourner contre l'Etat et faire fuir les investisseurs.

Les difficultés financières de l'Etat malien ont un impact dans certains domaines stratégiques comme l'énergie. Depuis plusieurs mois, le gouvernement ne parvient pas à résoudre les perturbations qui touchent l'approvisionnement en électricité à travers le pays, en particulier à Bamako. L'interruption de l'aide budgétaire et le ralentissement des financements internationaux ont gravement entravé la capacité du pays à importer des combustibles et à entretenir ses installations électriques.<sup>108</sup> Les tensions avec la Côte d'Ivoire, un important fournisseur régional d'électricité, ont encore aggravé les choses.<sup>109</sup> Cette situation affecte la vie quotidienne des Maliens et les activités économiques.<sup>110</sup> Soumises à des coûts énergétiques élevés et à de fréquentes coupures de courant, les entreprises voient leur compétitivité diminuer. La crise a aussi des répercussions sur d'autres secteurs sociaux : les écoles, déjà confrontées à d'importantes difficultés, et les infrastructures sanitaires sont durement touchées.<sup>111</sup> La décision de Bamako de quitter la Cedeao pourrait compliquer les échanges commerciaux du Mali avec le reste de la région.

<sup>105</sup> « Le Mali s'engage à payer plus de 5% de sa dette intérieure », *Studio Tamani*, 21 octobre 2024.

<sup>106</sup> « L'emprunt devient onéreux et difficile pour le Trésor malien », *Sahel Blog*, 5 mai 2024. Voir aussi « Endettement de l'Etat Malien sur le marché financier : Moussa Mara prévient sur la faillite financière », *Le Républicain*, 27 mars 2024.

<sup>107</sup> « British mining executives held in Mali freed after \$160m deal to settle tax dispute », *The Guardian*, 21 novembre 2024.

<sup>108</sup> La société d'Etat, Energie du Mali, souffre depuis de nombreuses années d'un grave déficit budgétaire estimé à 261 milliards de francs CFA (433 millions de dollars). Voir « Pour éponger la dette d'Energie du Mali, la junte met les banques de son côté », *Jeune Afrique*, 14 mars 2024.

<sup>109</sup> La capacité de production d'électricité au Mali est largement insuffisante pour répondre à la demande croissante. Le pays dépend ainsi en grande partie des importations d'électricité. Voir « Au Mali, les coupures de courant exaspèrent la population », *Le Monde*, 16 janvier 2024.

<sup>110</sup> « Au Mali, vivre au rythme des coupures d'électricité », *Le Monde*, 12 mai 2023.

<sup>111</sup> Selon les données du Cluster Education, 1 722 écoles étaient fermées en 2022-2023, dont 1 545 en raison de l'insécurité. Voir aussi « Crise énergétique au Mali : des élèves obligés de s'adapter aux délestages », *Bamada.net*, 27 octobre 2023. Dans les hôpitaux, les délestages affectent gravement les services d'urgence, de maternité et de chirurgie. Voir « Au Mali, les morgues débordées après les chaleurs extrêmes couplées aux nombreux délestages », RFI, 7 avril 2024.

Par ailleurs, les autorités investissent de façon prioritaire dans les domaines de la défense et de la sécurité intérieure, bien plus que dans les secteurs sociaux comme l'éducation et la santé. Entre 2020 et 2024, le budget du ministère de la Défense a augmenté de 38 cent, dépassant celui de l'Éducation qui s'est tout de même accru de 29 pour cent sur la période. Dans le même temps, le budget du ministère de la Sécurité intérieure a, lui, progressé de plus de 80 pour cent.<sup>112</sup> Si l'investissement dans la défense et la sécurité était déjà élevé sous IBK, il semble que la tendance s'accroisse avec les autorités actuelles, au détriment d'autres secteurs comme la santé. Ainsi entre 2020 et 2024, le budget du ministère de la Santé n'a augmenté que de 8 pour cent, près de quatre fois moins que celui de la Défense.

Néanmoins, les autorités ne restent pas passives face à ces difficultés financières. Elles cherchent notamment à relancer et à diversifier des partenariats dans les domaines où sa brouille avec les partenaires occidentaux l'expose le plus. Ainsi, en novembre 2023, la Russie et le Mali ont signé des mémorandums dans les domaines de l'énergie, des mines et des transports.<sup>113</sup> En mai 2024, en partenariat avec l'agence russe de l'énergie atomique, les autorités maliennes ont procédé au lancement des travaux de construction d'une centrale solaire qui devrait permettre d'augmenter la production électrique nationale de 10 pour cent.<sup>114</sup> La Russie s'est également engagée à livrer des engrais et du carburant à des prix compétitifs.<sup>115</sup>

Plus récemment, le président chinois a reçu son homologue malien et a déclaré que les relations entre les deux pays étaient désormais élevées au statut de partenariat stratégique. Il est certes trop tôt pour évaluer ce que cela implique pour le Mali, mais la redynamisation de la relation avec Pékin suscite de grands espoirs à Bamako.<sup>116</sup> Enfin, face à des difficultés économiques et financières croissantes, les autorités maliennes ont récemment adopté une attitude plus conciliante envers les grandes institutions financières, comme le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale.<sup>117</sup>

---

<sup>112</sup> Lois des finances, op. cit.

<sup>113</sup> « Mission fructueuse à Moscou : le ministre de l'économie et des finances, Alhousseyni Sanou, annonce des résultats prometteurs », *Bamada.net*, 24 novembre 2023.

<sup>114</sup> « Énergie solaire au Mali : installation avec la Russie d'une mégacentrale », *Jeune Afrique*, 25 mai 2024.

<sup>115</sup> « Le Mali se prépare à recevoir du carburant et des engrais russes dans un futur proche », *Sputnik*, 27 juin 2024.

<sup>116</sup> « Le Mali et la Chine portent leur coopération au niveau de "partenariat stratégique" », *Anadolu Ajansi*, 3 septembre 2024.

<sup>117</sup> Communiqué de presse N° 24131, « Les services du FMI parviennent à un accord avec le Mali sur une facilité de crédit rapide et achèvent leur mission au titre de l'article IV 2024 », FMI, 30 avril 2024. Cependant, lors d'une séance plénière tenue le jeudi 27 juin au CNT, le ministre malien de l'Économie et des Finances s'est ému du non décaissement des 60 millions de dollars, obtenus par le gouvernement en avril 2024 auprès de la Banque mondiale.

## IV. Ajuster la trajectoire

Les autorités maliennes ne doivent pas se méprendre sur la nature réelle des aspirations souverainistes de leur population. Si la rupture avec certains partenaires extérieurs jugés inefficaces a servi d'élément mobilisateur, elle ne suffit pas à répondre à l'ensemble des besoins des Maliens. Dans un tel contexte, le soutien populaire pourrait s'effriter aussi rapidement qu'il est apparu si le régime ne parvient ni à pacifier le pays, ni à fournir les services de base à une population en demande, ni enfin à relancer une économie largement en panne.<sup>118</sup> Le régime pourrait alors se retrouver dans une impasse à la fois sécuritaire et socioéconomique.

Pour relever ces défis, les autorités maliennes devraient considérer une version rééquilibrée du virage souverainiste initié il y a trois ans. La nomination en novembre 2024 du général Abdoulaye Maïga, ancien ministre de l'Administration territoriale, au poste de Premier ministre, en lieu et place de Choguel Maïga, pourrait être l'occasion d'un tel réajustement.

Celui-ci pourrait passer par l'adoption de trois grandes mesures correctives : un effort d'investissement dans les secteurs sociaux longtemps éclipsés par les dépenses militaires, la relance des partenariats financiers extérieurs, y compris avec les organismes financiers multilatéraux et les Etats occidentaux pour permettre à l'Etat de retrouver ses capacités d'investissement, et la promotion d'une vision inclusive du souverainisme, passant par un renforcement de la cohésion sociale et un véritable dialogue politique intermalien.

### A. Rééquilibrer les dépenses sociales et les budgets militaires

Les autorités devraient rééquilibrer les dépenses publiques au profit des secteurs sociaux essentiels. Pour cela, il leur faut corriger la priorité excessive actuellement accordée aux dépenses dans le secteur de la défense. Il ne s'agit pas d'arrêter les investissements dans ce domaine, alors que la situation sécuritaire continue de se dégrader, mais de procéder à des ajustements. Cela fait plus de dix ans que l'Etat malien privilégie les dépenses de défense et de sécurité. Initiée sous le président IBK, cette tendance n'a fait que se renforcer ces trois dernières années sous l'influence du général Assimi Goïta. Les autorités devraient reconnaître que cette situation engendre de graves difficultés matérielles pour la population et engager un plan d'investissement national dans au moins deux domaines prioritaires : l'éducation et la santé. A court terme, Bamako devrait également chercher les moyens de relancer une économie en souffrance en raison de la crise énergétique et de la baisse des investissements.

L'augmentation des dépenses sociales et la revitalisation du tissu économique seront difficiles à accomplir sans d'autres coupes budgétaires. Outre le besoin de rationaliser les dépenses, en réduisant notamment le train de vie de l'Etat et en luttant efficacement contre la corruption, il faudrait garantir de meilleures conditions d'accès aux marchés financiers. Or, cet accès dépend en partie de l'état des relations que Bamako

---

<sup>118</sup> En 2013, le président IBK (2013-2020) avait lui aussi bénéficié d'un fort soutien populaire, recueillant 77 pour cent des suffrages lors de l'élection, avant de faire face à une contestation croissante qui finira par le renverser en 2020. « Crise politique au Mali : IBK est un président isolé et peu de gens sortent dans la rue pour le soutenir », TV5 Monde, 19 juin 2020.

entretient avec les organismes financiers multilatéraux, notamment la Banque mondiale et le FMI. Il dépend aussi de la capacité des autorités maliennes à rassurer les milieux d'affaires maliens. Sur ce point, les mesures économiques comme l'apurement de la dette publique sont encourageantes mais insuffisantes.

Les autorités doivent aussi poser des gestes politiques pour réduire l'incertitude, en s'engageant notamment à respecter un calendrier électoral.<sup>119</sup> Le retour à l'ordre constitutionnel pourrait grandement relancer la confiance du monde des affaires et du secteur privé envers le Mali. En renouant avec le fonctionnement normal des institutions politiques, il ne s'agit pas ici de répondre aux injonctions des acteurs internationaux mais plutôt de rassurer les secteurs économique et financier et, plus largement, tous les Maliens.

En l'absence d'améliorations significatives dans les secteurs sociaux et d'une relance de l'activité économique, le discours souverainiste risque de se réduire à une simple incantation, un « changement sans changement » dont les populations finissent inmanquablement par se lasser.<sup>120</sup>

## B. *Renouer avec les voisins et les anciens alliés occidentaux*

Les grands plans d'investissement nécessaires au développement du Mali ne sont pas réalisables sans des ressources à la hauteur des ambitions et des besoins.<sup>121</sup> Renouer avec les partenaires occidentaux ne signifie pas pour autant replonger dans la dépendance et aller à rebours de la souveraineté du pays.

Une partie des partenaires a accepté le choix des autorités de composer avec de nouveaux alliés en matière de sécurité.<sup>122</sup> Même s'ils le déplorent, ils sont prêts à soutenir l'Etat malien dans d'autres domaines essentiels, du moment que cette aide ne soit pas mise au service d'une politique répressive ou liberticide. Le gouvernement du Mali sera jugé sur ses actes : si les troupes maliennes se livrent à des exactions contre les civils ou si les autorités répriment brutalement toute forme d'opposition politique, les partenaires internationaux, et tout particulièrement occidentaux, pourraient tirer les conclusions qui s'imposent quant à leur niveau de soutien à ce gouvernement.

En somme, il s'agit pour Bamako d'adopter une approche plus équilibrée dans ses relations avec les partenaires extérieurs, s'inspirant de celle du non-alignement des années 1960.<sup>123</sup> Cette position permettrait au Mali de rendre compatibles les diffé-

---

<sup>119</sup> Depuis le report annoncé en septembre 2023 par les autorités maliennes, aucune nouvelle date n'a été communiquée pour la tenue de l'élection présidentielle. « Mali : pourquoi Bamako reporte la date de la présidentielle », TV5 Monde, 25 septembre 2023. Plusieurs opérateurs économiques ont confié à Crisis Group que la relance économique ne sera pas possible sans une stabilité institutionnelle. Entretiens de Crisis Group, Bamako et Dakar, avril et mai 2024.

<sup>120</sup> Rahmane Idrissa, « Les stagnations trentenaires », op. cit.

<sup>121</sup> Avec un budget inférieur à quatre milliards de dollars par an pour une population de plus de 23 millions d'habitants, l'Etat ne peut investir en moyenne que 180 dollars par an par habitant. Voir le profil du Mali sur le site de la Banque mondiale.

<sup>122</sup> Commentaires Afrique de Crisis Group, « Mali : rester engagé malgré les désaccords », 25 mai 2022, et « Revoir l'approche de l'Europe au Sahel », 30 janvier 2024.

<sup>123</sup> Au début des années 1960, en pleine guerre froide, Modibo Keita, le premier président du Mali, avait opté pour un rapprochement affirmé avec le bloc de l'Est. Malgré les tensions et les rancœurs issues d'une décolonisation difficile, il avait toutefois maintenu le dialogue avec la France et cherché

rents partenariats en cumulant leurs avantages respectifs et en conjuguant souverainisme sécuritaire et partenariats dans les domaines socioéconomiques.

Les autorités maliennes ont maintenu de bonnes relations avec certains pays de la Cedeao comme le Sénégal, mais elles devraient également s'attacher à améliorer les liens avec d'autres voisins immédiats, en particulier la Côte d'Ivoire (également membre de la Cedeao) et l'Algérie. Après une décennie qui a vu les partenaires de Bamako souvent négliger la souveraineté des décisions maliennes, les autorités actuelles ont fait passer le message, parfois de manière très brusque, qu'une telle attitude ne serait plus acceptée. Le message a été entendu, il faut désormais reconstruire des liens régionaux sur la base de partenariats assainis. Les pays de la sous-région ont trop d'intérêts en commun, à commencer par la lutte contre les insurrections jihadistes, pour risquer le piège de l'isolement ou jouer les uns contre les autres.

De leur côté, les partenaires extérieurs, principalement occidentaux, ont également un rôle à jouer pour permettre aux autorités de corriger la trajectoire de la transition. Tout d'abord, ils ne devraient pas sous-estimer l'aspiration au souverainisme, qui n'est pas qu'un stratagème pour conserver le pouvoir mais qui traduit aussi un profond désir de renouveau parmi la population malienne. Ensuite, les partenaires doivent apprendre à composer avec le discours souverainiste en prenant garde d'éviter les approches paternalistes ou donneuses de leçon que les Maliens leur reprochent. Cela est d'autant plus nécessaire que ce virage est lié à un passé mal digéré, marqué, notamment, par les traumatismes de l'époque coloniale.

Plutôt que de rejeter frontalement le tournant souverainiste, les partenaires extérieurs du Mali, les Occidentaux en particulier, devraient chercher à identifier de possibles convergences d'intérêts et à rendre leurs interventions compatibles avec une version plus inclusive et pacifiée du souverainisme. En suivant une telle approche, les partenaires occidentaux pourraient ainsi continuer à être écoutés par Bamako sans abandonner les principes essentiels sur lesquels ils veulent appuyer leurs partenariats, notamment en matière de gouvernance et de respect des droits humains. Le Sahel joue un rôle important dans la stabilité de la région ouest-africaine, la gestion des routes migratoires ou encore le contrôle des effets du changement climatique. Ce sont là autant d'enjeux que les partenaires occidentaux ne peuvent négliger.

De son côté, la Russie pourrait encourager les autorités maliennes à explorer des solutions non militaires pour répondre à la crise sécuritaire. L'option militaire n'est en effet utile que si elle est mise au service d'une politique ambitieuse de dialogue et de réconciliation nationale. Pour ne pas l'avoir suffisamment compris, la France s'est enlisée militairement au Mali et la bonne réputation acquise après l'opération militaire Serval en 2013 a fondu puis s'est retournée contre Paris. Moscou aurait donc tout intérêt à tirer les enseignements de l'expérience française au Mali. L'aura dont bénéficient les Russes depuis la reprise de Kidal fin 2023 pourrait, elle aussi, rapidement disparaître alors que la situation sécuritaire continue de se dégrader dans certaines zones, comme l'atteste l'attaque récente sur Bamako. Un tel échec pourrait compromettre les ambitions russes au Sahel, et entacher son image de partenaire

fiable sur une partie du continent. A l'inverse, une stabilisation du Mali représenterait pour la Russie un succès diplomatique majeur.

*C. Développer une version plus inclusive du souverainisme  
et lancer un véritable dialogue*

Plutôt que de creuser les divisions entre les Maliens, le discours souverainiste devrait enfin favoriser l'unité nationale. Jusqu'à présent, les autorités ont fermé les yeux sur certaines dérives de leurs partisans, notamment la propagation de fausses informations ou de discours de haine contre leurs adversaires et opposants. Pourtant, elles devraient se démarquer plus nettement de ces dérives qui présentent un risque élevé pour la cohésion sociale.<sup>124</sup> De même, le dialogue intermalien, que les autorités ont promu en mai 2024, restera un vœu pieu s'il ne s'accompagne pas de propositions concrètes en direction des forces politiques classiques et d'une main tendue envers les groupes politico-militaires du nord du pays. Or, depuis la fin du dispositif qui accompagnait l'accord de paix d'Alger, les autorités sont désormais pleinement décisionnaires en matière de réconciliation, et elles ont la responsabilité de prendre des initiatives. Elles devraient adopter une approche inclusive, seule à même de rassembler les Maliens, de promouvoir la paix et de contribuer au développement durable du pays.

De manière concrète, les autorités de transition doivent saisir l'opportunité de l'élaboration d'une charte pour la paix, l'une des recommandations issues du dialogue intermalien de mai 2024, pour apaiser le climat politique et relancer des pourparlers avec les forces belligérantes.<sup>125</sup> Certes, la perspective d'une offre de dialogue ambitieuse semble incertaine dans le contexte actuel, les parties ayant tant abusé ces dernières années de la rhétorique martiale qu'il leur est difficile d'en sortir sans perdre la face. Pourtant, après douze années de crise, et l'intervention d'alliés militaires aussi divers que la France et la Russie, les insurgés n'ont pas été vaincus sur le terrain militaire. Cela prouve qu'il n'y a pas d'autres issues viables que celle d'un dialogue politique direct entre le plus grand nombre de belligérants.

Cette ambition peut se réaliser si les différentes parties en expriment publiquement la volonté. Des signes timides existent. En septembre 2024, un conseiller militaire d'Assimi Goïta a reconnu que la crise ne pouvait prendre fin en usant des seuls moyens militaires.<sup>126</sup> Un mois plus tard, dans un entretien accordé au journaliste Wassim Nasr, spécialiste des groupes jihadistes, le chef de la Katiba Macina, Hamadoun Kouffa, rappelait que son organisation était ouverte au dialogue, à condition que celui-ci se tienne dans le respect de la Charia.<sup>127</sup> Celle-ci recouvre tant de dimensions de la

---

<sup>124</sup> Bandiougou Dante, président de la Maison de la presse au Mali, a alerté les autorités maliennes sur ces dérives : « Vous avez fabriqué des monstres sur les réseaux sociaux qui se retournent aujourd'hui contre l'Etat ». « Mali : échanges entre la presse et le gouvernement sur le traitement de l'information en temps de crise », *maliweb.net*, 27 septembre 2023.

<sup>125</sup> « Mali : les travaux de la charte pour la paix et la réconciliation », RFI, 24 juillet 2024.

<sup>126</sup> « Général Yamoussa Camara : Hiroshima n'a pas suffi », *L'indicateur du Renouveau*, 16 octobre 2024.

<sup>127</sup> Wassim Nasr est un journaliste, spécialiste des groupes jihadistes. Il intervient régulièrement sur la chaîne France 24 pour décrypter les dynamiques des mouvements jihadistes, notamment au Sahel et au Moyen-Orient. « Russie au Sahel, exactions du Jnim, projets d'expansion : les réponses du chef jihadiste Hamadoun Kouffa », RFI, 23 octobre 2024.

vie humaine et fait l'objet de tellement d'interprétations différentes que, loin de fermer des portes, la référence à la loi islamique ouvre en réalité des perspectives de négociation sur des sujets aussi divers que la gouvernance, l'éducation ou la justice. Le Premier ministre d'alors Choguel Maïga – démis de ses fonctions pour d'autres raisons en novembre 2024 – avait rapidement réagi à cette sortie de Kouffa, se déclarant opposé à tout dialogue qui ne serait pas précédé d'un affaiblissement préalable des groupes jihadistes.<sup>128</sup>

Ce processus peut aussi réussir si, contrairement aux années 2010, il est entièrement piloté par des Maliens d'opinions et d'origines diverses. Les partenaires régionaux et internationaux peuvent soutenir cette dynamique, mais ils doivent veiller à être davantage à l'écoute, à ne pas imposer de solutions et à accompagner les initiatives locales. Aux yeux d'une partie de la population malienne interrogée par Crisis Group, la plus grande victoire du souverainisme serait de parvenir à faire les compromis nécessaires pour ramener la paix dans le pays. Le gouvernement a une responsabilité majeure à cet égard, et devrait prendre l'initiative, en consultation avec ses adversaires, de constituer une équipe de médiateurs maliens diverse et crédible afin de lancer cette démarche. A court terme, une amélioration de la situation sécuritaire permettra également de réduire les besoins en ressources pour ce secteur.

A mesure que cette discussion prendra forme et que la perspective d'un dialogue politique s'ouvrira, les belligérants pourraient s'entendre sur la mise en place de cessez-le-feu, d'abord localisés pour que l'équipe de médiateurs puisse circuler dans les différentes régions du pays, puis plus généralisés afin que le dialogue véritable puisse commencer.

Enfin, en parallèle de ces efforts, les autorités devraient clarifier le calendrier électoral aujourd'hui suspendu. D'abord, parce que des élections générales renforceraient la légitimité d'autorités élues et, de là, leur capacité à conduire un dialogue intermalien réellement ambitieux. Ensuite, parce que la popularité du régime militaire ne signifie pas que les Maliens sont en rejet des principes démocratiques eux-mêmes. Ils ont plutôt été déçus de la manière dont les régimes précédents ont vidé de leur sens ces principes démocratiques en privant le jeu électoral de sa capacité à produire une véritable alternance, à améliorer les conditions de vie des populations et à susciter l'espoir, notamment parmi les jeunes.

---

<sup>128</sup> « Editorial : quand le dialogue devient une illusion dangereuse », *Bamada.net*, 29 octobre 2024.

## V. Conclusion

---

Amorcé en mai 2021, le virage souverainiste a permis aux autorités maliennes de s'assurer un soutien populaire en dehors de tout processus électoral. Il a ravivé une forme d'espoir dans l'action de l'Etat auprès d'une population éprouvée par plus de dix années de crises et d'interventions étrangères qui se sont révélées incapables de rétablir la sécurité dans le pays. Mais cette approche comporte aussi de sérieux risques pour le Mali. En se détournant abruptement de certains partenaires internationaux, y compris occidentaux, les autorités ont affaibli les ressources de l'Etat et sa capacité à produire des services essentiels, tandis que le rapprochement avec la Russie n'a, pour l'instant, pas permis de résoudre la crise sécuritaire. Alors qu'elles peinent à répondre aux attentes des Maliens, les autorités ont réagi en procédant à un resserrement autoritaire.

La précarité de la situation sécuritaire et l'aggravation des difficultés socioéconomiques appellent à une correction de la trajectoire. Il ne s'agit pas pour le pouvoir en place de rompre avec le tournant souverainiste, qui a permis de recréer un lien autrefois distendu entre l'Etat et les citoyens, notamment parmi la jeunesse, mais plutôt de le réajuster. Cette démarche implique, en particulier, de mettre davantage l'accent sur les investissements dans les secteurs sociaux, trop souvent délaissés au profit des dépenses sécuritaires, d'apaiser les relations avec les partenaires financiers afin de redonner à l'Etat ses moyens d'investissement, et de cesser l'actuelle dérive autoritaire en privilégiant la cohésion sociale et le dialogue politique. Le chemin d'un tel processus prendra des mois – sinon des années – mais après plus d'une décennie de conflit, il n'y a pas de raccourci pour un retour durable à la paix.

**Bamako/Dakar/Bruxelles, 3 décembre 2024**

Annexe A : Carte du Mali



## **Annexe B : A propos de l'International Crisis Group**

---

L'International Crisis Group est une organisation non gouvernementale indépendante à but non lucratif qui emploie près de 120 personnes présentes sur les cinq continents. Elles élaborent des analyses de terrain et font du plaidoyer auprès des dirigeants dans un but de prévention et de résolution des conflits armés.

La recherche de terrain est au cœur de l'approche de Crisis Group. Elle est menée par des équipes d'analystes situées dans des pays ou régions à risque ou à proximité de ceux-ci. À partir des informations recueillies et des évaluations de la situation sur place, Crisis Group rédige des rapports analytiques rigoureux qui s'accompagnent de recommandations pratiques destinées aux dirigeants politiques internationaux, régionaux et nationaux. Crisis Group publie également *CrisisWatch*, un bulletin mensuel d'alerte précoce offrant régulièrement une brève mise à jour de la situation dans plus de 80 situations de conflit (en cours ou potentiel).

Les rapports de Crisis Group sont diffusés à une large audience par courrier électronique. Ils sont également accessibles au grand public via le site internet de l'organisation : [www.crisisgroup.org](http://www.crisisgroup.org). Crisis Group travaille en étroite collaboration avec les gouvernements et ceux qui les influencent, notamment les médias, afin d'attirer leur attention et de promouvoir ses analyses et recommandations politiques.

Le Conseil d'administration de Crisis Group, qui compte d'éminentes personnalités du monde politique, diplomatique, des affaires et des médias, s'engage directement à promouvoir les rapports et les recommandations auprès des dirigeants politiques du monde entier. Le Conseil d'administration est présidé par Frank Giustra, Président-directeur général du groupe Fiore et Fondateur de la fondation Radcliffe, ainsi que par Susana Malcorra, ancienne Ministre des affaires étrangères de l'Argentine et cheffe de cabinet du Secrétaire général des Nations Unies.

Comfort Ero a été nommée présidente et directrice générale de Crisis Group en décembre 2021. Elle a d'abord rejoint l'organisation en tant que directrice du projet Afrique de l'Ouest en 2001, avant de devenir en 2011 directrice du programme Afrique, puis vice-présidente par intérim. Au sortir de son premier mandat au sein de Crisis Group, elle a travaillé au Centre international pour la justice transitionnelle (ICTJ) et pour le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies au Libéria.

Le siège d'International Crisis Group est situé à Bruxelles et l'organisation a des bureaux dans sept autres villes : Bogota, Dakar, Kaboul, Nairobi, Londres, New York et Washington, DC. Elle est également présente dans les villes suivantes : Abuja, Addis-Abeba, Bahreïn, Bakou, Bangkok, Beyrouth, Caracas, Gaza, Djouba, Guatemala, Jérusalem, Johannesburg, Kaboul, Kyiv, Manille, Mexico, Moscou, Séoul, Tbilisi, Toronto, Tripoli, Tunis et Yangon.

Crisis Group reçoit le soutien financier d'un grand nombre de gouvernements, de fondations et de donateurs privés. Les idées, opinions et commentaires exprimés par Crisis Group sont propres à l'organisation et ne reflètent pas ceux de ses donateurs. Actuellement, Crisis Group entretient des relations avec les agences et départements gouvernementaux suivants: Affaires mondiales Canada, Agence française de développement, Agence autrichienne pour le développement, Agence Japonaise de Coopération Internationale, Banque Mondiale, Bureau des Affaires étrangères et du Commonwealth du Royaume-Uni, Complex Risk Analytics Fund (CRAF'd), Département des Affaires étrangères d'Irlande, Département fédéral des Affaires étrangères de la Confédération suisse, la Commission européenne (DG INTPAet Instrument contribuant à la stabilité et à la paix de l'Union européenne), Ministère australien des Affaires étrangères et du commerce, Ministère danois des Affaires étrangères, Ministère des Affaires étrangères du Qatar, Ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce, Ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères, Ministère finlandais des affaires étrangères, Ministère luxembourgeois des Affaires étrangères et européennes, Ministère néerlandais des Affaires étrangères, Ministère norvégien des Affaires étrangères, Ministère slovène des Affaires étrangères, Ministère suédois des Affaires étrangères, Ministère des Affaires étrangères de la Principauté du Liechtenstein, Organisation japonaise du commerce extérieur, et le Programme alimentaire mondial.

Crisis Group entretient aussi des relations avec les fondations et organisations suivantes: Carnegie Corporation of New York, Friedrich Ebert Stiftung, Global Challenges Foundation, Henry Luce Foundation, John D. and Catherine T. MacArthur Foundation, National Endowment for Democracy, Open Society Foundations, The David and Lucile Packard Foundation, Ploughshares Fund, Pivotal Foundation Robert Bosch Stiftung, Rockefeller Brothers Fund, Stand Together Trust, Stiftung Mercator, et Wellspring Philanthropic Fund.

## Annexe C : Rapports et briefings sur l'Afrique depuis 2021

### Rapports et Briefings Spéciaux

*Ten Challenges for the UN in 2021-2022*, Briefing spécial N°6, 13 septembre 2021.

*7 Priorities for the G7: Managing the Global Fallout of Russia's War on Ukraine*, Briefing spécial N°7, 22 juin 2022.

*Ten Challenges for the UN in 2022-2023*, Briefing spécial N°8, 14 septembre 2022.

*Seven Priorities for Preserving the OSCE in a Time of War*, Briefing spécial N°9, 29 novembre 2022.

*Seven Priorities for the G7 in 2023*, Briefing spécial N°10, 15 mai 2023.

*Dix défis pour les Nations unies en 2023-2024*, Briefing spécial N°11, 14 septembre 2023 (aussi disponible en anglais).

*Dix défis pour les Nations unies en 2024-2025*, Briefing spécial N°12, 10 septembre 2024 (aussi disponible en anglais).

*Transition au Tchad : apaiser les tensions en ligne*, Briefing Afrique N°183, 13 décembre 2022 (aussi disponible en anglais).

*Cameroun : réexaminer le « Statut spécial » des régions anglophones*, Briefing Afrique N°188, 31 mars 2023 (aussi disponible en anglais).

*Le rôle croissant du Rwanda en République centrafricaine*, Briefing Afrique N°191, 7 juillet 2023 (aussi disponible en anglais).

*Élections en RD Congo : limiter les risques de violence*, Rapport Afrique N°312, 30 octobre 2023 (aussi disponible en anglais).

*Tchad : rompre le cycle des violences agropastorales*, Briefing Afrique N°199, 23 août 2024 (aussi disponible en anglais).

*Tchad : limiter l'impact de la guerre au Soudan dans le Ouaddaï*, Briefing Afrique de Crisis Group N°202, 14 novembre 2024 (seulement disponible en français).

### Afrique

*Nouveaux modes de financement de l'UE en faveur de la paix et de la sécurité africaines*, Rapport Afrique N°297, 14 janvier 2021 (aussi disponible en anglais).

*Huit priorités pour l'Union africaine en 2021*, Briefing Afrique N°166, 3 février 2021 (aussi disponible en anglais).

*Huit priorités pour l'Union africaine en 2022*, Briefing Afrique N°177, 1er février 2022 (aussi disponible en anglais).

*Huit priorités pour l'Union africaine en 2023*, Briefing Afrique N°186, 14 février 2023 (aussi disponible en anglais).

*Huit priorités pour l'Union africaine en 2024*, Briefing Afrique N°195, 14 février 2024 (seulement disponible en anglais).

### Afrique australe

*Stemming the Insurrection in Mozambique's Cabo Delgado*, Rapport Afrique N°303, 11 juin 2021 (aussi disponible en portugais).

*Winning Peace in Mozambique's Embattled North*, Briefing Afrique N°178, 10 février 2022.

### Afrique centrale

*Les défis de l'armée tchadienne*, Rapport Afrique N°298, 22 janvier 2021.

*Militantes, victimes, œuvrant pour la paix : les femmes dans le conflit anglophone au Cameroun*, Rapport Afrique N°307, 23 février 2022 (aussi disponible en anglais).

*Apaiser les Tensions dans l'Est de la RD Congo et les Grands Lacs*, Briefing Afrique N°181, 25 mai 2022 (aussi disponible en anglais).

### Afrique de l'Ouest

*An Exit from Boko Haram? Assessing Nigeria's Operation Safe Corridor*, Briefing Afrique N°170, 19 mars 2021.

*Ending Nigeria's Herder-Farmer Crisis: The Livestock Reform Plan*, Rapport Afrique N°302, 4 mai 2021.

*After Shekau: Confronting Jihadists in Nigeria's North East*, Briefing Afrique N°180, 29 mars 2022 (aussi disponible en anglais).

*Managing Vigilantism in Nigeria: A Near-term Necessity*, Rapport Afrique N°308, 21 avril 2022.

*Contenir l'insurrection jihadiste dans le Parc W en Afrique de l'Ouest*, Rapport Afrique N°310, 26 janvier 2023 (aussi disponible en anglais).

*Mitigating Risks of Violence in Nigeria's 2023 Elections*, Rapport Afrique N°311, 10 février 2023.

*Empêcher les jihadistes de pénétrer dans le nord de la Côte d'Ivoire*, Briefing Afrique N°192, 11 août 2023 (aussi disponible en anglais).

*JAS vs. ISWAP: The War of the Boko Haram Splinters*, Africa Briefing N°196, 28 mars 2024 (seulement disponible en anglais).

### Afrique Sahel

*Réordonner les stratégies de stabilisation du Sahel*, Rapport Afrique N°299, 1 février 2021 (aussi disponible en anglais).

*Sud-ouest du Niger : prévenir un nouveau front insurrectionnel*, Rapport Afrique N°301, 29 avril 2021 (aussi disponible en anglais).

*Niger : éviter l'aggravation des violences contre les civils à Tillabéri*, Briefing Afrique N°172, 28 mai 2021 (aussi disponible en anglais).

*Transition au Mali : préserver l'aspiration au changement*, Rapport Afrique N°304, 21 septembre 2021 (aussi disponible en anglais).

*Mali : créer les conditions du dialogue avec la coalition jihadiste du GSIM*, Rapport Afrique N°306, 10 décembre 2021 (aussi disponible en anglais).

*Mali : éviter le piège de l'isolement*, Briefing Afrique N°185, 9 février 2023 (aussi disponible en anglais).

*Burkina Faso : armer les civils au prix de la cohésion sociale ?*, Rapport Afrique N°313, 15 décembre 2023 (aussi disponible en anglais).

*Nord du Mali : revenir au dialogue*, Rapport Afrique N°314, 20 février 2024.

*Etre femme à Abala : patriarcat, jihadisme et carences de l'Etat au Niger*, Briefing Afrique N°200, 29 août 2024 (aussi disponible en anglais).

### **Corne de l'Afrique**

*Toward a Viable Future for South Sudan*, Rapport Afrique N°300, 5 février 2021.

*Finding a Path to Peace in Ethiopia's Tigray Region*, Briefing Afrique N°167, 11 février 2021.

*The Rebels Come to Khartoum: How to Implement Sudan's New Peace Agreement*, Briefing Afrique N°168, 23 février 2021.

*South Sudan's Other War: Resolving the Insurgency in Equatoria*, Briefing Afrique N°169, 25 février 2021.

*Ethiopia's Tigray War: A Deadly, Dangerous Stalemate*, Briefing Afrique N°171, 2 avril 2021.

*Containing the Volatile Sudan-Ethiopia Border Dispute*, Briefing Afrique N°173, 24 juin 2021.

*Building on Somaliland's Successful Elections*, Briefing Afrique N°174, 12 août 2021.

*Oil or Nothing: Dealing with South Sudan's Bleeding Finances*, Rapport Afrique N°305, 6 octobre 2021.

*Ethiopia's Civil War: Cutting a Deal to Stop the Bloodshed*, Briefing Afrique N°175, 26 octobre 2021.

*South Sudan's Splintered Opposition: Preventing More Conflict*, Briefing Afrique N°179, 25 février 2022.

*Kenya's 2022 Election: High Stakes*, Briefing Afrique N°182, 9 juin 2022.

*Considering Political Engagement with Al-Shabaab in Somalia*, Rapport Afrique N°309, 21 juin 2022.

*Sustaining Gains in Somalia's Offensive against Al-Shabaab*, Briefing Afrique N°187, 21 mars 2023.

*Absorbing Climate Shocks and Easing Conflict in Kenya's Rift Valley*, Briefing Afrique N°189, 20 avril 2023.

*A Race against Time to Halt Sudan's Collapse*, Briefing Afrique N°190, 22 juin 2023.

*Avoiding a New Cycle of Conflict in Somalia's Galmudug State*, Briefing Afrique N°193, 25 septembre 2023.

*Ethiopia's Ominous New War in Amhara*, Briefing Afrique N°194, 16 novembre 2023.

*Halting the Catastrophic Battle for Sudan's El Fasher*, Briefing Afrique N°198, 24 juin 2024.

*The Islamic State in Somalia: Responding to an Evolving Threat*, Briefing Afrique N°201, 12 septembre 2024.

## Annexe D : Conseil d'administration de l'International Crisis Group

### PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL

#### Comfort Ero

Ancienne vice-présidente par intérim de Crisis Group et ancienne directrice du programme Afrique

### COPRÉSIDENTS

#### Frank Giustra

Président-directeur général, Fiore Group

#### Susana Malcorra

Ancienne ministre des Affaires étrangères d'Argentine

### AUTRES MEMBRES DU CONSEIL

#### Fola Adeola

Fondateur et président, FATE Foundation

#### Abdulaziz Al Sager

Fondateur et président du Gulf Research Center et président de Sager Group Holding

#### Hushang Ansary

Président, Parman Capital Group LLC ; ancien ambassadeur d'Iran aux États-Unis et ministre des Finances et des Affaires économiques

#### Gérard Araud

Ancien ambassadeur de France aux États-Unis

#### Zeinab Badawi

Présidente, SOAS Université de Londres

#### Carl Bildt

Ancien ministre des Affaires étrangères de la Suède

#### Sandra Breka

Directrice générale de Robert Bosch Stiftung

#### Maria Livanos Cattau

Ancienne secrétaire générale à la Chambre de commerce internationale

#### Ahmed Charai

Président-directeur général de Global Media Holding et éditeur de l'hebdomadaire marocain L'Observateur

#### Nathalie Delapalme

Directrice exécutive et membre du conseil de la fondation Mo Ibrahim

#### María Fernanda Espinosa

Ancienne présidente de la 73ème session de l'Assemblée générale des Nations unies

#### Miriam Coronel-Ferrer

Ancienne conseillère principale en médiation aux Nations unies

#### Sigmar Gabriel

Ancien ministre des Affaires étrangères et vice-chancelier allemand

#### Fatima Gailani

Présidente de Afghanistan Future Thought Forum et ancienne présidente de la Société du Croissant-Rouge afghan

#### Julius Gaudio

Directeur général, D. E. Shaw & Co., L.P.

#### Pekka Haavisto

Membre du Parlement et ancien Ministre des Affaires étrangères de Finlande

#### Stephen Heintz

Président et directeur général, Rockefeller Brothers Fund

#### Rima Khalaf-Hunaidi

Ancienne sous-secrétaire générale des Nations unies et secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale

#### Hu Shuli

Rédactrice en chef de Caixin Media ; professeure à l'université Sun Yat-sen

#### Mo Ibrahim

Fondateur et président, Fondation Mo Ibrahim ; fondateur, Celtel International

#### Mahamadou Issoufou

Ancien président du Niger

#### Kyung-wha Kang

Ancienne ministre des Affaires étrangères de la République de Corée

#### Wadah Khanfar

Cofondateur, forum Al Sharq ; ancien directeur général du réseau Al Jazeera

#### Nasser al-Kidwa

Président de la fondation Yasser Arafat ; ancien médiateur adjoint de l'ONU sur la Syrie

#### Bert Koenders

Ancien ministre néerlandais des Affaires étrangères et sous-secrétaire général des Nations Unies

#### Andrey Kortunov

Directeur général du Conseil russe pour les affaires internationales

#### Ivan Krastev

Président du Centre pour les stratégies libérales (Sofia) ; membre fondateur du conseil d'administration du Conseil européen des relations internationales

#### Nancy Lindborg

Présidente et directrice générale, Packard Foundation

#### Tzipi Livni

Ancienne ministre des Affaires étrangères et vice-Premier ministre d'Israël

#### Helge Lund

Ancien président-directeur général de BG Group Limited et Statoil ASA

#### Lord (Mark) Malloch-Brown

Ancien vice-secrétaire général des Nations unies et administrateur du Programme des Nations unies pour le développement

#### William H. McRaven

Amiral retraité de la marine américaine ayant servi comme 9ème commandant du commandement des opérations spéciales américaines

#### Shivshankar Menon

Ancien ministre indien des Affaires étrangères et conseiller à la sécurité nationale

#### Naz Modirzadeh

Directeur du programme sur le droit international et les conflits armés de la faculté de droit de Harvard

#### Saad Mohseni

Président et directeur général de MOBY Group

#### Nadia Murad

Fondatrice et présidente de Nadia's Initiative

#### Ayo Obe

Présidente du conseil, Gorée Institute (Sénégal) ; avocate (Nigéria)

#### Lubna Olayan

Présidente du Comité exécutif et présidente adjointe de Olayan Financing Company (OFC)

#### Meghan O'Sullivan

Ancienne conseillère U.S. adjointe pour la sécurité nationale en Iraq et en Afghanistan

#### Kerry Propper

Associé directeur d'ATW Partners ; Fondateur et président de Chardan Capital

#### Ahmed Rashid

Auteur et journaliste spécialiste de la politique extérieure, Pakistan

#### Nirupama Rao

Ancienne ministre des Affaires étrangères de l'Inde et ancienne ambassadrice de l'Inde en Chine et aux États-Unis

#### Juan Manuel Santos Calderón

Ancien président de la Colombie ; Lauréat du Prix Nobel de la paix 2016

#### Ine Eriksen Søreide

Ancien ministre norvégien des Affaires étrangères, ancien ministre de la Défense et président de la commission des Affaires étrangères et de la Défense

#### Alexander Soros

Membre, Open Society Foundations

#### George Soros

Président, Open Society Institute ; président du Soros Fund Management

#### Darian Swig

Fondatrice et présidente, Article 3 Advisors ; Co-fondatrice et présidente du conseil d'administration, Article3.org

---

**CONSEIL MONDIAL DES ENTREPRISES**

Un cercle distingué de soutiens de Crisis Group, composé de cadres supérieurs et d'entreprises du secteur privé.

Leaders mondiaux

**Aris Mining**

**Shearman & Sterling LLP**

**White & Case LLP**

Partenaires mondiaux

**(2) Donateur anonyme**

**APCO Worldwide Inc.**

**BP**

**Chevron**

**Eni**

**Equinor**

**GardaWorld**

**Sempra Energy**

**TotalEnergies**

---

**CRISIS GROUP EMERITES**

**Mort Abramowitz** – Fondateur et président émérite

**George Mitchell** – Président émérite

**Gareth Evans** – Président émérite

**Lord (Mark) Malloch-Brown** – Fondateur et président émérite

**Thomas R. Pickering** – Président émérite